DES HOMMES DANS LA GUERRE D'ALGÉRIE

Isabelle Bournier - Jacques Ferrandez

casterman

DES HOMMES DANS LA GUERRE D'ALGÉRIE

Isabelle Bournier - Jacques Ferrandez

casterman

AVANT-PROPOS 4

1830-1962 : DE LA COLONISATION À L'INDÉPENDANCE 6

130 ans de colonisation : l'Algérie conquise mais pas soumise 8
Les origines de la guerre d'Algérie 10
1954-1957 : terrorisme contre colonialisme 12
1958-1960 : De Gaulle et l'Algérie 14
La question algérienne sur la scène internationale 16
1961-1962 : le prix de l'indépendance 18

QUAND L'ALGÉRIE ÉTAIT FRANÇAISE 20

PARTIR pour l'Algérie 22
INVENTER l'Algérie française 24
MODERNISER le pays, EXPLOITER les richesses, TRANSFORMER la société 26
REFUSER la colonisation 28
COHABITER 30

LA GUERRE SANS NOM 32

LUTTER pour l'indépendance 34
ORGANISER la révolution, FINANCER la guerre 36
EMBARQUER pour l'Algérie 38
COMBATTRE un ennemi invisible 40
ARRÊTER, INTERROGER, TORTURER 42
REFUSER la « sale guerre » 44
S'ENGAGER aux côtés de la France : les harkis 46
MOURIR en Algérie 48
GARDER l'Algérie française 50
FÊTER l'indépendance 52

LES TRACES DE LA GUERRE D'ALGÉRIE 54

ABANDONNER les harkis 56
RAPATRIER les pieds-noirs 58
RENTRER de la guerre et OUBLIER 60
EFFACER les traces de la guerre 62

POINTS DE VUE

ASSUMER son passé colonial 64
RECONNAÎTRE l'usage de la violence : torture et répression 66
GARDER la mémoire, ÉCRIRE l'histoire 68

LES CLÉS DE LA GUERRE D'ALGÉRIE 70

POSTE AUX ARMEES
1-12
1958

Retracer l'histoire de la présence française en Algérie et parler sans fard de la guerre n'est pas une chose facile. Certes, des ouvrages ont paru, ceux des témoins, des acteurs politiques ou militaires, ceux des historiens donnant à voir, à chaque fois, une «Algérie» différente. S'attaquer à cette histoire par le dessin et par de courts textes relève presque du défi. Isabelle Bournier et Jacques Ferrandez l'ont relevé et, à la vérité, le but est atteint.

Car il ne s'agit pas uniquement, dans cet ouvrage, de mettre en images une guerre longtemps masquée derrière le terme d'*événements*. Les auteurs montrent comment la France et ces hommes d'Algérie en sont venus aux armes. Tout est dit ou presque de ces hommes en guerre, soldats en premier lieu, des deux côtés, mais aussi civils, hommes, femmes et enfants, souvent, trop souvent, enjeux d'un conflit qui les dépasse mais dans lequel il leur faudra prendre parti. Albert Camus, témoin lucide d'une guerre qui ravage sa terre natale, s'en désole puis est déchiré par cette violence qui va crescendo. Au terrorisme du FLN, qui frappe aussi bien dans les cafés où se trouvent des Européens que dans le *bled* où des musulmans sont massacrés car n'adhérant pas assez vite à la «cause» nationale du FLN, répond la violence de l'armée française qui traque sans répit les «insurgés», regroupe les populations musulmanes, use de moyens psychologiques et physiques pour «maintenir l'ordre».

Cette guerre a déchiré les familles, car c'est une triple guerre: guerre civile, guerre fratricide et guerre de décolonisation où les actes de bravoure côtoient les lâchetés les plus extrêmes. Autour de l'indépendance, alors qu'une population européenne quitte en pleine détresse sa terre natale, meurtres et enlèvements se poursuivent. Tout cela est montré dans cet ouvrage, simplement et avec l'intelligibilité nécessaire pour mieux comprendre ce conflit... C'est déjà beaucoup.

Jean-Jacques Jordi, historien.

Retracer l'histoire de la présence française en Algérie et parler sans fard de la guerre n'est pas une chose facile. Certes, des ouvrages ont paru, ceux des témoins, des acteurs politiques ou militaires, ceux des historiens donnant à voir, à chaque fois, une «Algérie» différente. S'attaquer à cette histoire par le dessin et par de courts textes relève presque du défi. Isabelle Bournier et Jacques Ferrandez l'ont relevé et, à la vérité, le but est atteint.

Car il ne s'agit pas uniquement, dans cet ouvrage, de mettre en images une guerre longtemps masquée derrière le terme d'*événements*. Les auteurs montrent comment la France et ces hommes d'Algérie en sont venus aux armes. Tout est dit ou presque de ces hommes en guerre, soldats en premier lieu, des deux côtés, mais aussi civils, hommes, femmes et enfants, souvent, trop souvent, enjeux d'un conflit qui les dépasse mais dans lequel il leur faudra prendre parti. Albert Camus, témoin lucide d'une guerre qui ravage sa terre natale, s'en désole puis est déchiré par cette violence qui va crescendo. Au terrorisme du FLN, qui frappe aussi bien dans les cafés où se trouvent des Européens que dans le *bled* où des musulmans sont massacrés car n'adhérant pas assez vite à la «cause» nationale du FLN, répond la violence de l'armée française qui traque sans répit les «insurgés», regroupe les populations musulmanes, use de moyens psychologiques et physiques pour «maintenir l'ordre».

Cette guerre a déchiré les familles, car c'est une triple guerre: guerre civile, guerre fratricide et guerre de décolonisation où les actes de bravoure côtoient les lâchetés les plus extrêmes. Autour de l'indépendance, alors qu'une population européenne quitte en pleine détresse sa terre natale, meurtres et enlèvements se poursuivent. Tout cela est montré dans cet ouvrage, simplement et avec l'intelligibilité nécessaire pour mieux comprendre ce conflit... C'est déjà beaucoup.

Jean-Jacques Jordi, historien.

1830-1962
DE LA COLONISATION À L'INDÉPENDANCE

À la veille du déclenchement de la guerre, en novembre 1954, près de 130 ans après la prise d'Alger, l'Algérie pourrait volontiers passer pour une province française. Il n'est pas rare d'entendre que la Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris et les trois départements français d'Algérie concrétisent cette apparente assimilation. Mais cette idée que l'Algérie c'est la France masque une réalité bien différente, une société où tous les hommes n'ont pas les mêmes droits, où la répartition des richesses est loin d'être équitable, où tous les enfants ne vont pas à l'école, où les religions sont différentes, où il y a des colons et des colonisés...

L'Algérie n'est pas seule dans sa lutte contre la puissance coloniale. Depuis la Seconde Guerre mondiale, qui a marqué une brutale rupture et entraîné de profonds changements, les pays du Tiers-Monde secouent le joug de la colonisation, des peuples acquièrent leur indépendance et l'ONU, récemment créée, affirme haut et fort le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En Algérie, l'affirmation d'une identité nationale algérienne portée par quelques leaders politiques se double d'une détermination absolue de se battre jusqu'à l'indépendance. Il n'en fallait sans doute pas plus pour que la révolte gronde et qu'éclate une guerre cruelle qui verra se dresser les uns contre les autres des hommes vivant, jusque-là, sur le même territoire.

130 ANS DE COLONISATION

L'ALGÉRIE CONQUISE MAIS PAS SOUMISE

TÉMOIGNAGE

Après avoir vaincu Abd-el-Kader, le général Bugeaud poursuit avec acharnement la conquête de l'Algérie. Il va jusqu'à enfumer et asphyxier la population dans des grottes.

Général Azan : Bugeaud et l'Algérie.
Le Petit Parisien, 1930.

« Alger, repère de ravageurs, bagne atroce de tant de captifs innocents, demeurait un défi permanent pour l'Europe. En 1830, une nation a relevé le défi : la nôtre. (...) La prise d'Alger est un fait historique qui doit être reconnu de l'humanité. Après cette noble prouesse, qui renouait, entre les soldats de Bourmont et les croisés de jadis, une grande et généreuse tradition, la France s'appliqua de toute son intelligence, de toute sa ténacité à coloniser, à civiliser l'Algérie. Il ne pouvait lui suffire de conquérir des territoires, il fallait qu'elle les fertilisât, de même qu'il était conforme à son génie, après avoir vaincu les hommes, de s'employer à leur assurer plus de bien-être, plus de sécurité, plus de justice. (...)

La presse illustrée évoque la guerre au Maroc et la « pacification » en Algérie (1893).

Nous avons dépassé en barbarie les Barbares que nous venions civiliser.

Membre de la commission d'enquête constituée par le Royaume de France, 1833.

L'émir Abd-El-Kader (1808-1883).

La conquête militaire et l'arrivée des colons

L'Histoire raconte qu'un simple coup d'éventail donné par le dey d'Alger au consul de France aurait suffi à déclencher la conquête militaire de l'Algérie. La réalité est bien sûr plus complexe. Le 14 juin 1830, 37 000 hommes débarquent à Sidi Ferruch. C'est le début de longues campagnes militaires qui se heurtent à la résistance de l'émir Abd-el-Kader vaincu en 1847. Le maréchal Bugeaud poursuit sa mission de « pacification », menant une guerre de conquête meurtrière qui fera plusieurs centaines de milliers de morts. L'Algérie du Nord conquise, la colonisation s'installe. La IIIe République, née en 1870, met en place un pouvoir civil centralisé et l'Algérie devient une colonie de peuplement où débarquent des milliers de colons.

L'assimilation : le rêve manqué de la République

Sur la terre algérienne, la population européenne s'accroît rapidement : les 245 000 Européens recensés en 1872 sont plus de 750 000 en 1914 et près d'un million en 1954. Parallèlement, les autochtones passent de 5 millions en 1914 à près de 9 millions à la veille de la guerre. Différentes politiques d'assimilation des populations « indigènes » sont engagées avec plus ou moins de succès. Par le décret Crémieux de 1870, les juifs d'Algérie deviennent citoyens français à part entière, pour les étrangers ce sera le cas

en 1889, mais l'opposition des colons est vive pour accorder ce même droit aux musulmans. La discrimination culmine avec la publication du Code de l'indigénat en 1881 qui distingue les citoyens français (de souche métropolitaine) des sujets français (les autochtones). Même si le Code s'assouplit dans les années 1920, ces derniers, privés de l'essentiel de leurs droits civiques, restent soumis à la loi coloniale. Démantelé entre 1944 et 1947, le régime de l'indigénat reconnaît alors la nationalité française pleine et entière et l'égalité politique pour tous les Français, « indigènes » inclus. Appliquée avec une grande lenteur, cette abrogation ne devient réalité qu'en 1962.

Affiche de recrutement, 1914. Les jeunes Français d'Afrique du Nord sont invités à rejoindre les « troupes de la métropole ».

LE TOURNANT DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

En 1918, l'Europe, qui a perdu sa place de première puissance mondiale au profit des États-Unis, sort très affaiblie de la guerre. Malgré la fierté éprouvée par les Algériens de combattre pour la défense de leur métropole, le prestige de la France est terni et les recommandations du Président américain, W. Wilson, de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jettent une ombre sur les principes mêmes de la colonisation.

TÉMOIGNAGE

L'écrivain Albert Camus a aussi été journaliste. Il publie cet article dans le journal *Combat* en mai 1945.

Sur le plan politique, je voudrais rappeler aussi que le peuple arabe existe. Je veux dire par là qu'il n'est pas cette foule anonyme et misérable, où l'Occident ne voit rien à respecter ni à défendre. Il s'agit au contraire d'un peuple de grandes traditions.

LES ORIGINES
DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Affiche montrant la participation des troupes des empires aux côtés des Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Le 8 novembre 1942, alors que la Seconde Guerre mondiale fait rage sur tous les fronts, les Alliés débarquent en Afrique du Nord et l'arrivée des Américains fait souffler sur le Maghreb un vent de libération coloniale. Engagés aux côtés des Alliés, les musulmans de l'armée française d'Afrique qui ont pris une part essentielle aux combats les plus durs contre l'Allemagne demandent qu'on ne les oublie pas. Rappelons que Alger accueille, le 3 juin 1944, le Gouvernement provisoire de la République française avec à sa tête le général de Gaulle. Alors que dans le monde de l'après-guerre la décolonisation se met en marche, que l'ONU inscrit dans sa Charte fondatrice le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les combattants musulmans qui ont lutté pour la liberté sont bien décidés à en faire profiter leur pays.

La révolte de Sétif

Alors que le peuple français manifeste sa joie le 8 mai 1945, jour de la signature de l'armistice mettant fin à la Seconde Guerre mondiale en Europe, une explosion de violence frappe l'Algérie. Des émeutes éclatent à Sétif, causant la mort d'une centaine d'Européens, puis gagnent Bône, Blida et surtout Guelma. La répression de cette première grande manifestation en faveur de l'indépendance est terrible, faisant entre 5 000 et 7 000 morts selon les historiens. La révolte matée, les colons se croient tranquilles pour dix ans, mais les auteurs des émeutes ont compris que cette flambée de terreur vient de creuser un fossé entre Européens et musulmans.

Une société inégalitaire

Dans le monde de l'après-guerre, tout entier tourné vers la construction d'une société moderne, les inégalités qui pèsent sur la société algérienne paraissent soudain insupportables. Quelques exemples permettent d'en mesurer les réalités: les colons concentrent entre leurs mains les meilleures terres, laissant aux Algériens les sols pauvres, les Algériens ne jouissent pas d'une citoyenneté pleine et entière, ils votent dans le second collège qui compte 1 400 000 électeurs alors que les Européens, qui appartiennent au premier collège, ne sont que 560 000: une voix européenne vaut trois voix algériennes!

Sur le plan social, les Algériens, dont beaucoup sont ouvriers agricoles, touchent un maigre salaire et, victimes d'un chômage persistant, émigrent vers les villes où ils peuplent les bidonvilles. C'est dans cette société fortement inégalitaire que les leaders politiques, Messali Hadj le révolutionnaire et Ferhat Abbas le modéré, trouvent des soutiens de plus en plus nombreux à leur combat pour l'indépendance.

Colons français et Arabes au café Maure à Oran.

L'ALGÉRIE EN 1954

Population

8 800 000 musulmans
944 000 Européens

Taux de mortalité infantile

181 ‰ chez les musulmans
46 ‰ chez les Européens

Scolarisation des enfants dans le primaire

18 % chez les musulmans
100 % chez les Européens

Taille moyenne des exploitations agricoles

14 hectares pour les musulmans
100 hectares pour les Européennes

TÉMOIGNAGE

Poème de Mouloud Mammeri,
écrivain algérien (1917-1989).

Quand trop de sécheresse brûle les cœurs
Quand la faim tord trop d'entrailles
Quand on verse trop de larmes
Quand on bâillonne trop de rêves
C'est comme quand on ajoute
trop de bois sur le bûcher
À la fin, il suffit du bout de bois
d'un esclave
Pour faire dans le ciel de Dieu
et dans le cœur des hommes
le plus énorme incendie.

Ce jour-là, j'ai vieilli prématurément. L'adolescent que j'étais est devenu un homme. Ce jour-là, le monde a basculé. Même les ancêtres ont bougé sous terre. Et les enfants ont compris qu'il faudrait se battre les armes à la main pour devenir des hommes libres.

Houari Boumediene faisant allusion à la révolte de Sétif.

1954-1957
TERRORISME CONTRE COLONIALISME

La « Toussaint sanglante »

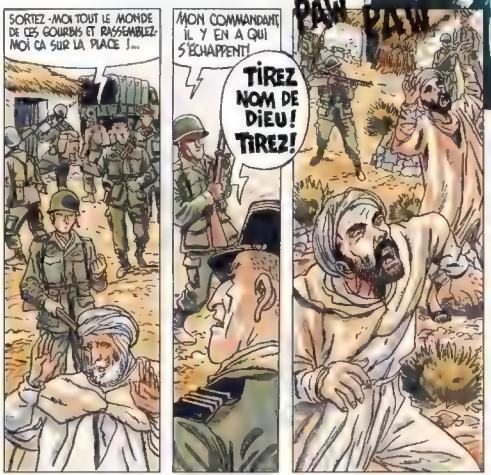
La grande vague d'attentats qui frappe l'Algérie le 1er novembre 1954 a été orchestrée par une poignée d'hommes qui, quelques jours auparavant, avaient donné naissance à une nouvelle organisation, le Front de libération nationale (FLN), et à sa branche armée, l'Armée de libération nationale (ALN). Les combattants du FLN ont un objectif: l'indépendance, et une arme: la terreur. Après les attentats, l'armée française mène une répression sévère contre le peuple algérien. Opérations de « ratissage », arrestations et interrogatoires se succèdent. À défaut de coupables, on arrête des suspects.

L'escalade de la violence

Pour affaiblir les révolutionnaires, l'armée française réprime durement toute aide aux maquisards et exige des dénonciations. Ayant compris le danger, le FLN n'hésite pas à torturer ou à tuer les Algériens favorables à l'occupant et les met en garde: « Qui n'est pas avec nous est contre nous ! » Les rebelles décident de frapper fort. Ils choisissent un lieu: Philippeville, et une date: le 20 août 1955. 71 Européens sont massacrés. Victimes d'une sanglante répression, nombreux sont les Algériens qui s'engagent aux côtés des maquisards. Le fossé entre musulmans et Européens est définitivement creusé et le sang versé le 20 août le rend infranchissable.

La bataille d'Alger

Les Algériens modérés se cachent. Les Français d'Algérie rejettent les réformes proposées par Paris et les plus déterminés posent des bombes dans la Casbah d'Alger. Des deux côtés, des civils sont tués.



Six chefs fondateurs du FLN. Rabah Bitat, Mostafa Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Mohammed Boudiaf, Krim Belkacem, Larbi Ben M'hidi.

Portée par la haine, la violence monte encore d'un cran. Le 28 janvier 1957, le FLN décrète la grève générale afin d'alerter l'opinion publique internationale au moment où, à l'ONU, s'ouvre le débat sur l'Algérie. Suite aux attentats meurtriers dans les bars, restaurants et autobus où se trouvent des Européens, les parachutistes français reçoivent pour mission de détruire l'organisation du FLN à Alger. La Casbah est fouillée de fond en comble. L'obtention de renseignements permettant de localiser les caches des terroristes est une priorité et tous les moyens sont bons pour y parvenir, y compris la torture. Les réseaux du FLN sont démantelés, la bataille d'Alger est perdue.

L'ENGRENAGE DE LA VIOLENCE

1954

1er nov. vague d'attentats marquant le début de la guerre d'Algérie.

1955

20 août: émeutes organisées par le FLN à Philippeville.

1956

10 août: attentat des partisans de l'Algérie française dans la Casbah d'Alger.

30 sept.: attentats du FLN à Alger, contre le Milk Bar et la Cafétéria.

1957

28 janv.: grève générale illimitée décrétée par le FLN.

Janv.-oct.: bataille d'Alger.

L'Algérie c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne.

François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, 7 novembre 1954.

Soldat français face à un cadavre dans la Casbah, janvier 1957.

Carte d'identité délivrée par le FLN.

TÉMOIGNAGE

Au Peuple algérien, Aux militants de la cause nationale.

Alger, le 31 octobre 1954

(...) Notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi obstiné et aveugle qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifiques. Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de:

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

(...) Pour parvenir à ses fins, le Front de libération nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément: une action intérieure tant sur le plan politique que de l'action propre et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier (...).
Il est vrai que la lutte sera longue mais l'issue est certaine.

1958-1960 : DE GAULLE ET L'ALGÉRIE

TÉMOIGNAGE

Discours du général de Gaulle,
Alger, 4 juin 1958.

Je vous ai compris!
Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la rénovation et de la fraternité. (...)

Eh bien! De tout cela, je prends acte au nom de la France et je déclare, qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants: il n'y a que des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. (...)

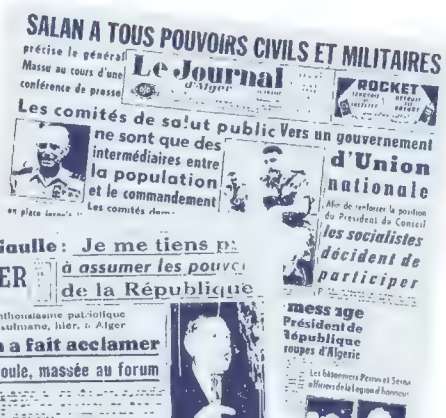
Le coup de force qui fait vaciller la République

Le 13 mai 1958, un rassemblement en mémoire de soldats tombés dans une embuscade de l'ALN se transforme, au fil des heures, en manifestation politique visant à faire échouer la nomination de Pierre Pflimlin à la tête du gouvernement. Les Français d'Algérie redoutent que Paris n'engage, avec lui, une politique d'abandon de la colonie. Un coup de force se prépare, la manifestation tourne à l'émeute et le Gouvernement général à Alger est pris d'assaut. Le général Massu ramène l'ordre et fait acclamer un Comité de salut public, dont il prend la direction. En se dressant contre Paris, les Français d'Algérie ont fait trembler la République mais, dès le 15 mai, la situation se rétablit et, s'adressant à la foule, Salan conclut par un: « Vive de Gaulle! »

Le général Massu donnant des consignes à ses hommes.

Le retour du général de Gaulle

L'homme qui a sauvé la France pendant la Seconde Guerre mondiale est rappelé pour régler la question algérienne. Il entend, avant tout, rétablir l'autorité de l'État en donnant à la France une nouvelle constitution et une nouvelle République. L'enthousiasme populaire montre que de Gaulle incarne pour tous un immense espoir, mais les attentes des Européens ne sont pas celles des Algériens et les discours du général, volontairement ambigus, laissent planer le doute et naître l'inquiétude. De Gaulle agit: il tente de négocier avec les rebelles à qui il propose «la paix des braves» et lance le «plan de Constantine», un plan de développement économique et social. Le 16 septembre 1959, un tournant décisif est pris: de Gaulle annonce que les Algériens seront prochainement invités à «s'autodéterminer» sur la façon d'être gouvernés. C'est la stupeur chez les Français d'Algérie! Des émeutes éclatent, on dresse des barricades...



Le démantèlement de l'ALN

Sur le plan militaire, la bataille d'Alger gagnée, le danger vient à présent des frontières. Pour interdire toute arrivée d'armes en provenance de Tunisie, l'armée française construit la ligne Morice: une barrière de barbelés électrifiés que les rebelles continuent de franchir au péril de leur vie. La frontière marocaine est, elle aussi, contrôlée.

Écraser l'ALN et débarrasser la population algérienne de l'emprise du FLN devient l'unique mission du général Challe qui a succédé à Salan. La technique du rouleau compresseur entre en action. Soutenue par une importante force aérienne, comptant un grand nombre d'hélicoptères, l'armée traque les rebelles sans relâche. Dans les premiers mois de 1960, l'ALN est démantelée, le commandement peut estimer que, sur le plan militaire, il a gagné la guerre.

Pose de barbelés sur la ligne Morice, le long de la frontière tunisienne.

VERS UNE RUPTURE ENTRE DE GAULLE ET LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

1958

13 mai: coup de force à Alger. Formation d'un Comité de salut public présidé par le général Massu.

4 juin: discours de De Gaulle «Je vous ai compris...»

28 sept.: référendum pour l'approbation de la Constitution de la Ve République: pour la première fois Français et Algériens votent côte à côte, les femmes musulmanes votent, une voix musulmane vaut une voix européenne.

21 déc.: de Gaulle élu président de la République.

1959

16 sept.: discours du général sur l'autodétermination.

1960

24 janv.-1er fév.: semaine de barricades à Alger.

Ne laissez aux rebelles ni le djebel ni la nuit et transformez chaque unité de secteur en chasseur de fellagha.

Général Challe

LA QUESTION ALGÉRIENNE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le président égyptien Nasser et le militant algérien Ben Bella unissent leurs efforts pour lutter contre le colonialisme.

L'heure de la décolonisation

La guerre d'Algérie s'inscrit dans le vaste mouvement de décolonisation qui touche les grands empires après la Seconde Guerre mondiale. En novembre 1954, quand l'insurrection commence, l'indépendance du Vietnam (en Indochine) vient d'être arrachée à la France – les forces françaises ont été défaites à Diên Biên Phû – et l'indépendance de la Tunisie et du Maroc est en cours de négociation. Un vent d'espoir souffle sur les peuples colonisés.

Affiche évoquant le sacrifice des soldats français lors de la bataille de Diên Biên Phû (mars-mai 1954) qui met fin à la guerre d'Indochine.

Timbres-poste commémorant l'indépendance de la Guinée, du Congo et du Cameroun.

DÉCOLONISATION ET GUERRE FROIDE, QUELQUES REPÈRES...

mai 1954: chute de Diên Biên Phû.

avril 1955: conférence de Bandoeng.

mars 1956: indépendance du Maroc et de la Tunisie.

nov. 1956: crise de Suez.

1958: indépendance de la Guinée.

1960: indépendance du Congo, du Sénégal et du Cameroun.

août 1961: construction du mur de Berlin.

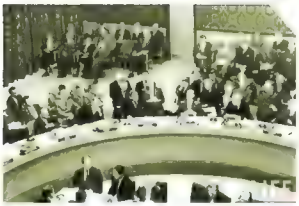
mars 1962: crise des missiles de Cuba.

La guerre d'Algérie dans le contexte de la guerre froide

Malgré les efforts de la France pour présenter la question algérienne comme un problème de politique intérieure, le conflit prend rapidement une dimension internationale. Le FLN, qui cherche à faire largement entendre sa cause, trouve des appuis auprès des pays arabes: l'Égypte, le Maroc et la Tunisie deviennent l'arsenal et le camp d'entraînement de l'ALN. Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais avec des objectifs bien différents, les deux Grands qui s'affrontent dans le cadre de la guerre froide condamnent la politique française et ses diverses tentatives de couper le FLN de ses alliés. L'URSS y voit le moyen d'étendre son influence sur le Maghreb aux dépens des États-Unis qui pressent la France de mettre rapidement fin à cette guerre coloniale. Autre force sur l'échiquier mondial, les pays non alignés, indépendants depuis peu, reconnaissent une dimension internationale au FLN lors de la conférence de Bandoeng d'avril 1955, et l'ONU, de son côté, inscrit à plusieurs reprises la question algérienne à l'ordre du jour de son Assemblée générale, imposant à la France de s'expliquer sur ses opérations militaires outre-Méditerranée.

La crise du canal de Suez

En dépit de bonnes relations avec les Occidentaux lors de son arrivée au pouvoir, Nasser, le président égyptien, se rapproche du Bloc soviétique et décide de nationaliser le canal de Suez. Portant ainsi atteinte aux intérêts français et britanniques qui cogéraient le canal, il déclenche une crise qui s'amplifie, fin octobre 1956, avec l'offensive de l'armée israélienne contre l'Égypte. La France et la Grande-Bretagne apportent leur appui à Israël, car, au-delà de garantir la liberté de passage sur le canal, la France y voit l'occasion de régler son compte au principal soutien du FLN. Le 5 novembre 1956, la 10e division parachutiste saute sur Port Saïd. Alors que la bataille semble gagnée, un ultimatum soviétique interrompt les combats. Moscou se dit prête à recourir à la force pour rétablir la paix en Orient ! Redoutant une escalade du conflit, les États-Unis demandent le cessez-le-feu. Les paras français rembarquent pour Alger, estimant qu'on leur a volé leur victoire et qu'on les a empêchés de détruire les bases arrière du FLN.



New York, le Conseil de sécurité de l'ONU examine la question de Suez.

Mon gouvernement refuse une ingérence des Nations Unies qui serait faite au mépris des dispositions de la Charte. Il considérera comme nulle, il considérera comme non avenue toute recommandation que l'Assemblée viendrait à faire sur ce sujet.

Discours d'Antoine Pinay, ministre des Affaires étrangères, à l'ONU, en 1956.

TÉMOIGNAGE

Extraits du communiqué final de la conférence de Bandoeng, avril 1955.

(...) En vérité, toutes les Nations devraient avoir le droit de choisir librement leurs propres systèmes politique et économique et leur propre mode de vie, conformément aux principes et aux buts des Nations Unies.

(...) Devant la situation troublée en Afrique du Nord et le refus persistant à ces peuples de leur droit à l'autodétermination, la conférence accorde son soutien au droit des peuples d'Algérie, Tunisie, Maroc à l'autodétermination et à l'indépendance et demande au gouvernement français d'aboutir à un règlement pacifique de cette affaire sans délai.

1961-1962 : LE PRIX DE L'INDÉPENDANCE

VERS L'INDÉPENDANCE

1961

Début avril : création de l'OAS.

22-25 avril : putsch des généraux à Alger.

1962

Janv.-fév. : attentats de l'OAS à Paris.

18 mars : signature des accords d'Évian.

19 mars : cessez-le-feu en Algérie.

1er juil. : référendum sur l'autodétermination.

3 juil. : proclamation de l'indépendance.

1963

15 sept. : Ben Bella est élu président de la République.

Drapeau du F.L.N. L'inscription signifie « la guerre sainte jusqu'à la victoire ».

PETIT DUC
AGIR LE VITAN

L'ÉCHO D'ALGER
Dimanche Matin

TAOUREL
MEUBLE ET DÉCORE
DANS TOUS LES STYLES

puis hier à l'aube, sans qu'un seul coup de feu n'ait été tiré

armée assume tous les pouvoirs en Algérie

proclamation
général Challe

Arrivés à Alger, les généraux CHALLE, ZELLER et JOUHAUD sont à sa tête, en liaison avec le général SALAN

pour tenir le serment du "13 MAI"

GARDER L'ALGÉRIE

ÉTAT DE SIÈGE
sur tout le territoire
où le calme règne

Les patriotes internés ont été libérés

De Gaulle et l'Algérie algérienne

Lors d'un discours prononcé le 4 novembre 1960, de Gaulle évoque l'idée d'une « Algérie algérienne ». Pour la première fois, la perspective de l'indépendance apparaît. Dans la foulée, il annonce qu'en attendant l'autodétermination se déroulera un référendum sur l'organisation des pouvoirs en Algérie, vote qui est organisé le 8 janvier 1961 et dont les résultats le confortent dans sa politique. Acclamé par les Algériens, de Gaulle est hué par les Français qui, exaspérés, manifestent violemment leur mécontentement.

Le putsch des généraux et la naissance de l'OAS

Pour les généraux Zeller, Challe et Jouhaud qui pensent sauver l'intégrité de la République de la « politique d'abandon » menée par Paris, il n'y a plus qu'un seul moyen d'agir : soulever l'Algérie contre la métropole. Dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, le 1er régiment de parachutistes s'empare des points vitaux d'Alger. La population européenne pavoise, c'est un nouveau 13 mai ! Mais l'armée ne se rallie pas aux putschistes et, le 25 avril, c'est l'échec. Certains

se rendent, d'autres entrent dans la clandestinité, se regroupant au sein de l'OAS, Organisation Armée Secrète, décidée à utiliser les mêmes méthodes violentes que le FLN. Dirigée par Salan, l'OAS s'en prend aussi bien aux Algériens qu'aux Européens libéraux et a pour principal objectif de faire échouer les négociations qui se préparent.

À son tour, au début de l'année 1962, Paris est secoué par des dizaines de plasticages. Manifestations d'Algériens ou cortèges anti-OAS dégénèrent en émeutes sanglantes. Le 8 février 1962, les forces de l'ordre repoussent violemment la foule contre les grilles du métro Charonne. On déplore neuf morts, l'opinion publique est sous le choc.

Des accords d'Évian à l'indépendance

Au terme de longues discussions, les adversaires parviennent à un accord. Il est convenu que la France renoncera au Sahara riche en pétrole, que les pieds-noirs disposeront de trois ans pour choisir leur nationalité, que la France achèvera le « plan de Constantine »... Signés le 18 mars 1962, les accords d'Évian n'arrêtent pas, pour autant, les exactions du FLN et les attentats de l'OAS qui cherche à rendre inapplicables les nouveaux textes. Terrifiés par la violence qui secoue Alger, les Français ne pensent plus qu'à partir...

Le 1er juillet, le référendum sur l'indépendance donne une très large majorité au « Oui ». Le 3 juillet, l'Algérie est indépendante. Commence alors « la vengeance des vainqueurs » sur les pieds-noirs et les musulmans qui se sont battus du côté de la France. Le 5 juillet, à Oran, des Européens sont massacrés et les harkis ne tardent pas à subir un sort tout aussi cruel.

Pour répondre aux attentats de l'OAS, les Parisiens manifestent. Ce cortège se terminera par un massacre devant la station de métro Charonne, le 8 février 1962.

TÉMOIGNAGE

Les accords d'Évian, 18 mars 1962

(...) Un cessez-le-feu est conclu. Il sera mis fin aux opérations militaires et à la lutte armée sur l'ensemble du territoire algérien le 19 mars 1962, à 12 heures.

(...) La consultation d'autodétermination permettra aux électeurs de faire savoir s'ils veulent que l'Algérie soit indépendante (...) et, dans ce cas, s'ils veulent que la France et l'Algérie coopèrent dans les conditions définies par les présentes déclarations.

(...) Le FLN sera considéré comme une formation politique de caractère légal.

TÉMOIGNAGE

Message aux combattants de l'ALN au lendemain des accords d'Évian

Combattants de l'ALN, aujourd'hui le cessez-le-feu est proclamé. Le cessez-le-feu n'est pas encore la paix, la paix n'est pas encore l'indépendance et l'indépendance n'est pas la révolution. La lutte continue, plus dure que jamais!

QUAND L'ALGÉRIE ÉTAIT FRANÇAISE

Géographiquement située entre la France, l'Afrique noire, avec le Maroc et la Tunisie, l'Algérie était le pays correspondant à l'Afrique du Nord. Les Berbères, dont l'histoire remonte à 4 000 ans avant Jésus-Christ, sont les premiers habitants connus de cette région qui, depuis toujours, est une terre de passage et de contacts entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Ce territoire, qui bien plus tard deviendra l'Algérie, a été conquis successivement par les Romains (146 av. J.-C. – 432 ap. J.-C.), les Vandales (432-533), les Byzantins (533-647), les Arabes (750 – 1510), les Turcs (1510-1830) et les Français (1830-1962). Le christianisme, introduit en Afrique du Nord au IIe siècle, devient très vite implanté essentiellement dans les villes, mais c'est l'islam qui, s'enracinant à partir du VIIIe siècle, devient l'élément rassembleur et le ciment de tout un peuple. L'arabisation progressive des Berbères constitue un tournant majeur dans l'histoire de l'Algérie.

Quand les Français débarquent en 1830, l'Algérie est encore occupée par les Turcs. Depuis plus de trois cents ans, les Ottomans contrôlent principalement la bande littorale et en particulier Alger, laissant à l'arrière-pays et à ses chefs locaux une certaine autonomie. En 1962, lors de la conquête française, on constatera une économie et durable permanence de la présence turque dans la conscience algérienne.

PARTIR POUR L'ALGÉRIE

Peupler l'Algérie : des émigrants venus de tous horizons

Après le débarquement de Sidi Ferruch en 1830, les émigrants ont suivi l'armée et, comme l'avait voulu le général Bugeaud, les laboureurs ont remplacé les soldats. Mais cette population fraîchement débarquée est confrontée à un milieu hostile où les batailles meurtrières se succèdent, où les épidémies font des ravages et où les dures conditions climatiques rendent le travail pénible. Découragés par de lourdes pertes, un grand nombre d'émigrants renoncent. Les plus résistants s'accrochent à cette terre d'adoption et, peu à peu, une nouvelle société se construit. Anciens communards ayant échappé à la prison, Alsaciens et Lorrains chassés par l'occupation allemande après la défaite de 1870, vignerons du Sud ruinés par le phylloxéra, Espagnols, mais aussi Italiens et Maltais fuyant la misère… ils ont en commun la volonté de commencer une nouvelle vie. Installés dans les environs d'Alger ou sur la bande littorale, ils sont ouvriers, artisans, commerçants ou petits propriétaires terriens.

Cartes montrant la conquête de l'Algérie par la France, début du XIXe siècle.

TÉMOIGNAGE

Partis pleins d'espoir, les colons doivent souvent faire face à de grandes désillusions.

Denise Bouche, *Histoire de la colonisation*, Paris, Fayard, 1991.

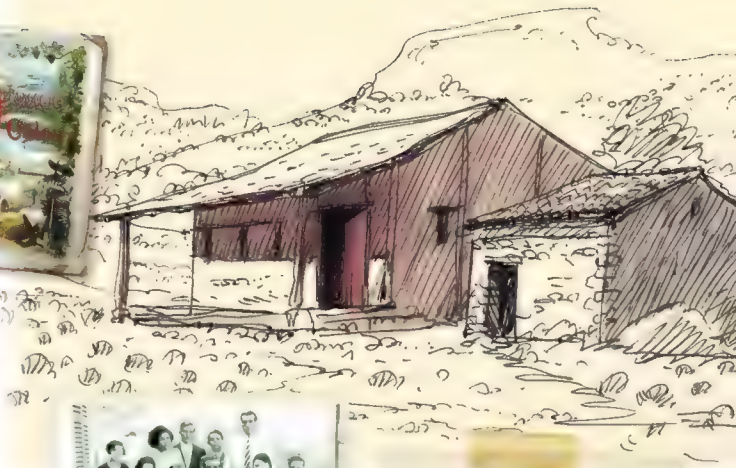
Cette promesse de concessions gratuites ouvrait l'espoir de s'établir propriétaires à des gens pour lesquels cette perspective avait constitué jusque-là un rêve inaccessible. Les candidatures affluent. Des artisans parisiens vendent leur mobilier pour partir. Sur 100 000 demandes, le gouvernement retint seulement 20 000 dossiers. Les familles partirent en fanfare du quai de Bercy et par les canaux gagnèrent Marseille. De grandes déceptions les attendaient de l'autre côté de la Méditerranée: les terres étaient à défricher, les maisons à construire. Un sixième des colons mourut rapidement, un tiers se rembarqua.

Portrait du colonisateur, d'après Albert Memmi (1957)

« On rejoint la colonie parce que les situations y sont assurées, les traitements plus élevés, les carrières plus rapides et les affaires plus fructueuses. Au jeune diplômé on a offert un poste, au fonctionnaire un échelon supplémentaire, au commerçant des dégrèvements substantiels, à l'industriel de la main-d'œuvre et des matières premières à des prix insolites. [...] Ils tiendront donc le plus longtemps possible, car plus le temps passe, plus les avantages durent. L'essentiel de la colonie n'est ni dans le prestige du drapeau, ni dans l'expansion culturelle. Ayant découvert le profit par hasard ou parce qu'il l'avait cherché, le colonisateur ne sait pas encore quel rôle important il va jouer. »

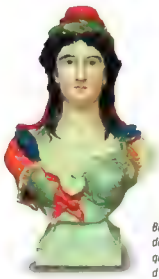
Voilà comment Albert Memmi, auteur de *Portrait du colonisé, portrait du colonisateur,* décrit le colon des années 1950. Mais, si pour beaucoup le départ vers l'Algérie a été motivé par l'espoir d'y faire de bonnes affaires, au final, le niveau de vie des petits colons n'est pas supérieur à celui de la métropole, leurs revenus sont la plupart du temps modestes et leur vie laborieuse.

Almanach du petit colon algérien, 1893.



Famille de pieds-noirs prenant la pose devant leur maison.

Colon passant devant les étals des Algériens au marché de Maison-Carrée, près d'Alger.



Buste de Marianne, symbole de la République française, qu'un pied-noir a ramené d'Algérie en 1962.

La guerre ne peut avoir qu'un seul but : la colonisation [...].
C'est la valorisation qui gardera la conquête et libérera peu à peu notre armée.

Général Bugeaud

LES PIEDS-NOIRS, UN ÉTRANGE SURNOM

D'où vient cette appellation étrange qui désigne les Français d'Algérie mais que ces derniers ne découvriront qu'en 1962, à leur retour en métropole?

Plusieurs origines du mot sont avancées : les Arabes auraient surnommé ainsi les soldats français qui portaient des bottes noires lors de la conquête, mais il pourrait aussi s'agir de la couleur des pieds des vignerons européens qui foulaient le raisin pour en faire du vin. Quoi qu'il en soit, considéré au début comme un sobriquet péjoratif, ce surnom sera ensuite porté avec fierté par les Européens d'Algérie.

INVENTER L'ALGÉRIE FRANÇAISE

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE L'ALGÉRIE APRÈS 1945

- Un gouverneur général
- Une assemblée algérienne qui comprend deux collèges:
  - le 1er: 560 000 Européens et 58 000 musulmans.
  - le 2e: 1 400 000 électeurs de statut «indigène».
- Division du pays en 3 départements: Oran, Alger et Constantine, auxquels s'ajoutent les Territoires du Sud.
- Division du pays en 14 départements en 1957.

Le «royaume arabe» de Napoléon III

«L'Algérie n'est pas une colonie [...] mais un royaume arabe [...] et je suis aussi bien l'empereur des Arabes que celui des Français!» déclare Napoléon III à son retour de voyage en Algérie. Conseillé par le saint-simonien Ismaël Urbain, le fondateur du Second Empire imagine une forme d'égalité économique et politique visant à amener progressivement la société arabe vers la modernité tout en la soumettant à son nouvel empereur. Un sénatus-consulte du 14 juillet 1865, autorisant les Arabes à demander à être naturalisés français, constitue la première étape d'une politique concrète en faveur de l'assimilation. Ce projet étonnant sera stoppé par la défaite de 1870 et la chute de Napoléon III.

Classe de fillettes et manuel destiné à apprendre la lecture aux enfants algériens.

L'absence de véritable projet colonial

Il est un domaine dans lequel les carences du projet colonial mené par la République qui a succédé à l'Empire apparaissent fortement, c'est la scolarisation des jeunes musulmans. L'accès à l'école de la grande masse des enfants algériens ne se développe que très lentement, fortement limité par les colons qui pensent que «l'instruction [des Algériens] fait courir à l'Algérie un véritable péril». Ce peu d'enthousiasme est partagé par les populations locales qui, dans un premier temps, se méfient des instituteurs européens venus appliquer la politique d'assimilation de la République. Le résultat est édifiant: en 1954, seuls 18% des enfants musulmans sont scolarisés, soit un garçon sur cinq et une fille sur seize! Les lois sur l'instruction primaire obligatoire, instaurées par Jules Ferry, rencontrent trop d'obstacles politiques, religieux et démographiques pour être appliquées comme en métropole.

TÉMOIGNAGE

Pour le journal *Le Gaulois*, Guy de Maupassant décrit la société coloniale lors d'un voyage en Algérie dans les années 1880.

Dès les premiers pas on est saisi, gêné, par la sensation du progrès mal appliqué à ce pays, de la civilisation brutale, gauche, peu adaptée aux mœurs, au ciel et aux gens. (...) Napoléon III a dit un mot sage: «Ce qu'il faut à l'Algérie, ce ne sont pas des conquérants mais des initiateurs.» Or, nous sommes restés des conquérants brutaux, maladroits. Nos mœurs imposées, nos maisons parisiennes, nos usages choquent sur ce sol comme des fautes grossières d'art, de sagesse et de compréhension. Tout ce que nous faisons semble un contresens, un défi à ce pays.

Imprimée pour célébrer le centenaire de l'Algérie française, cette affiche évoque la mise en valeur des terres agricoles par les colons.

Qui sont les Européens d'Algérie ?

Contrairement à ce qui est souvent dit, les Européens des colonies ne sont pas tous de riches propriétaires terriens. Ils habitent plus souvent les villes que la campagne, sont fonctionnaires, hommes de loi, commerçants, entrepreneurs ou artisans. Cette société constituée au hasard des arrivées n'est homogène ni par ses origines, ni dans son niveau de vie. Si à peine 3% des Français d'Algérie ont un revenu supérieur à celui des métropolitains, 72% ont un niveau de vie de 15 à 20% inférieur à celui de la métropole. Malgré ces disparités, ils ont en commun la défense de leurs privilèges qui leur donnent une réelle supériorité sur le peuple arabe.

Quand un Algérien se disait arabe, les juristes français lui répondaient : non, tu es français.
Quand il réclamait les droits des Français, les mêmes juristes lui répondaient : non, tu es arabe !

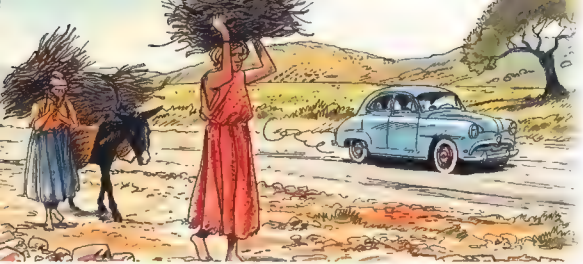
Ferhat Abbas, La Nuit coloniale, *Julliard, 1962.*

MODERNISER LE PAYS, EXPLOITER LES RICHESSES, TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

La terre, propriété des grands colons

La Première Guerre mondiale terminée, les colons qui bénéficient d'un emprunt important entreprennent de moderniser l'Algérie. Construction de barrages, irrigation des terres, amélioration des routes et du réseau de chemins de fer s'accélèrent. L'agriculture se mécanise fortement et provoque l'endettement des petits colons, le chômage massif des populations locales et la concentration des terres dans les mains d'un petit nombre de très gros propriétaires fonciers. Installés dans les plaines littorales de la Mitidja, du Constantinois ou de l'Oranais, les agriculteurs européens d'Algérie fertilisent les sols ingrats, augmentent les rendements et diversifient les cultures. La campagne se couvre de vignes, d'agrumes (oranges, citrons, mandarines et clémentines), d'oliviers, de figuiers, de tabac, de coton, produits avant tout destinés à l'exportation. Les Européens exploitent aussi le liège, le lin et l'alfa, herbe sauvage ramassée au sud d'Oran pour fabriquer du papier.

Pour irriguer les terres agricoles, la France a construit de nombreux barrages en Algérie. Les établissements de crédit soutiennent ces efforts.



Les transformations de la société traditionnelle

Le chômage croissant pousse les Algériens vers les villes ou les contraint à s'exiler en France pour travailler en usine. C'est là qu'ils découvrent le syndicalisme français et prennent conscience que leurs conditions de vie peuvent s'améliorer par la lutte. Pour les Algériens restés dans les campagnes, la misère est grande et la famine jamais très loin. Les terres peu fertiles, cultivées avec des outils rudimentaires, ne permettent pas de produire des cultures vivrières en quantité suffisante pour nourrir une population qui ne cesse d'augmenter. La privatisation accélérée des terres, les réquisitions de domaines ont pour autre conséquence de provoquer l'éclatement des structures de la société traditionnelle et le démantèlement des grandes tribus qui détenaient un pouvoir indépendant.

Vie misérable en Kabylie, longtemps restée à l'écart de tout progrès.

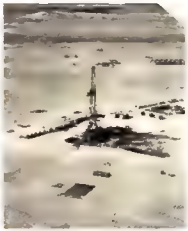
TÉMOIGNAGE

Germaine Tillion décrit la misère du peuple arabe vivant dans les campagnes.

Paris, Les éditions de Minuit, 1957.

L'accroissement brutal, anormal, de la population, la diminution parallèle des ressources, l'effondrement de l'économie, le contact avec la supériorité décourageante des mécaniques étrangères ont pour résultat de faire chavirer les civilisations archaïques qui subissent cet assaut. (...)

Je ne puis vous décrire l'interminable enchaînement de catastrophes qui, désormais, vont méthodiquement dévaster les existences de ces pauvres gens. Le pâturage? Utilisé par un trop grand nombre de bêtes, il est usé avant le renouveau – et les bêtes crèvent. La semence, espoir de l'an prochain? Mourant de faim, on l'a mangée, par petites poignées.



Puits de pétrole à Hassi Messaoud, au Sahara, 1957.

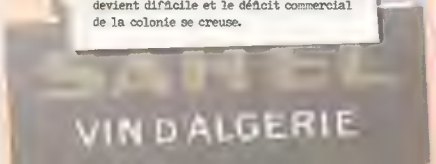
Le Sahara : une région hautement stratégique

En 1956, alors que la violence se propage en Algérie, le pétrole jaillit à Hassi Messaoud, au cœur du Sahara. Le plus grand désert du monde, dans lequel l'armée française procédait déjà à l'expérimentation d'armes chimiques, de fusées et, à partir de 1960, à des essais nucléaires, devient un lieu hautement stratégique. On comprend alors pourquoi le Sahara a été l'enjeu de vives discussions au moment de la négociation des accords d'Évian qui ont finalement vu la France renoncer à toute revendication sur ce territoire. Les Algériens, qui s'étaient bien gardés de détruire les pipelines durant la guerre, ont récupéré après 1962 des infrastructures en état de poursuivre l'exploitation du pétrole et du gaz, matières premières devenues les principales richesses de l'Algérie indépendante.

LA CULTURE DE LA VIGNE

Devenue, entre les deux guerres, le premier revenu de l'Algérie, la vigne se développe aux dépens des cultures vivrières et de l'élevage. Les investissements énormes, nécessaires au développement de sa culture et de la fabrication du vin, accentuent l'écart qui existe entre les très gros propriétaires et les petits colons.

Mais le vin produit dans le sud de la France concurrence de plus en plus la production algérienne. L'exportation devient difficile et le déficit commercial de la colonie se creuse.



REFUSER
LA COLONISATION

Rue de Sétif en 1939. Le 8 mai 1945, une violente révolte éclatera dans la petite ville.

L'arabe est ma langue, l'Algérie est mon pays, l'islam est ma religion.
Ben Badis (1889-1940).

L'éveil du nationalisme algérien

Dans l'entre-deux-guerres, plusieurs mouvements politiques et religieux voient le jour. Chacun milite pour que le peuple algérien prenne conscience que doit exister un sentiment national fort pour lutter contre la colonisation. Il y a d'abord l'Association des Oulémas qui met en place des réseaux religieux, culturels et éducatifs. Il y a aussi le courant des intellectuels et de la bourgeoisie algérienne, représenté par Ferhat Abbas, le mouvement nationaliste radical incarné par l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj et un parti communiste algérien qui tente de prendre pied. Après la Seconde Guerre mondiale, le nationalisme algérien et la lutte pour l'indépendance entrent dans une phase plus active.

Ferhat Abbas, le bourgeois

Docteur en pharmacie, devenu homme politique, Ferhat Abbas et son mouvement « Jeunes Algériens » militent pour l'égalité des droits entre les musulmans et les Français d'Algérie. Pétri de culture française, il se réfère à la déclaration des droits de l'homme de 1789 pour affirmer qu'à côté de la France colonisatrice, il y a forcément aussi une France civilisatrice. Il combat le code de l'indigénat et croit en l'assimilation des Algériens à la France dans le respect du statut personnel musulman. Déçu par les échecs répétés des réformes proposées, il rejoint, après la Seconde Guerre mondiale, le combat pour l'indépendance.

DU DISCOURS POLITIQUE À LA LUTTE ARMÉE

1926 : fondation de l'Étoile nord-africaine (ENA) de Messali Hadj.

1937 : dissolution de l'ENA et fondation du Parti du Peuple Algérien (PPA).

1946 : fondation de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) par Ferhat Abbas.

1946 : fondation du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) par Messali Hadj.

1947 : création de l'Organisation Spéciale (OS) démantelée en 1950.

1954 : scission au sein du MTLD et création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) qui se transforme en Front de libération nationale (FLN).

Messali Hadj lisant une déclaration quelques jours après la constitution du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

Messali Hadj et l'Étoile nord-africaine

Figure très populaire du nationalisme algérien, Messali Hadj, fils d'une famille d'artisans et d'agriculteurs, émigre en France en 1923, fréquente le Parti communiste français et participe à la fondation de l'Étoile nord-africaine. Il est alors le seul à combattre pour l'indépendance de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc et à militer pour l'unité de l'Afrique du Nord. Si Messali Hadj tient un discours radical contre la colonisation, ses moyens d'actions alternent entre violence et dialogue. Il considère, en effet, que la lutte armée n'est pas une fin en soi mais qu'elle doit être utilisée pour amener le colonisateur à négocier. Bien que plusieurs fois emprisonné, Messali Hadj poursuit son combat. En 1946, il fonde le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) et sa branche armée l'OS, Organisation Spéciale clandestine, qui fournira les premiers dirigeants de l'ALN.

Les neuf chefs historiques du FLN

À la veille de l'insurrection, le MTLD, victime de dissensions internes, se déchire puis éclate. Pour continuer la lutte, des militants créent, au cours de l'année 1954, un comité révolutionnaire composé de six membres bientôt rejoints par des représentants de la délégation extérieure du parti réfugiés au Caire. Ces neuf hommes deviendront « les neuf chefs historiques du FLN ». Ils décident que la rupture avec le système colonial se fera par les armes et fixent la date de « l'allumage de la mèche » au 1er novembre 1954.

Soldats du FLN dans un camp d'entraînement à l'ouest de l'Algérie, 1958.

TÉMOIGNAGE

Dans son premier livre intitulé *Le Jeune Algérien*, Ferhat Abbas met en valeur l'existence des Algériens en tant que peuple.

Ferhat Abbas, *Le Jeune Algérien*, 1931.

Nous sommes chez nous. Nous ne pouvons aller ailleurs. C'est une terre qui a nourri nos ancêtres, c'est cette terre qui nourrira nos enfants. Libres ou esclaves, elle nous appartient, nous lui appartenons et elle ne voudra pas nous laisser périr. (...) Celui qui rêve à notre avenir comme à celui des Peaux-Rouges d'Amérique se trompe. Ce sont les Arabo-Berbères qui ont fixé, il y a quatorze siècles, le destin de l'Algérie. Ce destin ne pourra pas demain s'accomplir sans eux.

COHABITER

La présence française dans les grandes villes d'Algérie

Dans les villes du littoral, carrefours de la vie économique, la présence de la colonisation saute aux yeux. La ville musulmane traditionnelle a laissé place aux quartiers européens traversés de grands boulevards bordés d'immeubles modernes, de commerces, de banques... Rejetées du centre de la ville vers la périphérie – quand elles ne s'entassent pas dans la Casbah comme à Alger –, les familles algériennes viennent grossir la population des bidonvilles où arrive un flot ininterrompu de paysans chassés de leurs terres et privés d'emploi. En 1938, 4 800 personnes peuplaient les quartiers pauvres de la périphérie d'Alger, en 1953-54, près de 125 000 habitants durement touchés par le chômage y survivent dans la misère. Le FLN trouvera là un terrain favorable à la diffusion de ses idées.

Ruelle animée de la Casbah d'Alger.

Centre-ville d'Alger.

TÉMOIGNAGE

Un jeune Français raconte sa vie de lycéen à Constantine dans les années 1940.

***Marc Reboul, Sur le chemin du lycée* (1939-1947), témoignage inédit.**

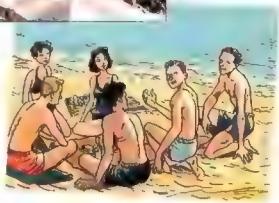
Les classes dans lesquelles j'ai poursuivi mes études étaient formées de trente-cinq élèves environ; on y trouvait une vingtaine d'Européens, treize ou quatorze juifs et un ou deux arabes.
J'ai toujours été impressionné par ce qui se passait le jour de la rentrée. Sans que personne n'ait un mot à dire, et selon une attirance naturelle et apparemment selon un consensus permanent, la répartition dans les salles de classes reproduisait fidèlement le modèle extérieur, chacun s'agrégeait à son groupe. Il arrivait bien sûr, qu'aux frontières de chaque groupe, on soit assis à côté d'un juif ou d'un arabe, mais tout se passait plutôt bien (...) à l'époque je n'y faisais pas attention, habitué dès le plus jeune âge au mélange, ou plutôt à la juxtaposition des populations.

Une certaine douceur de vivre chez les Européens d'Algérie

Même si le niveau de vie des Français d'Algérie est souvent inférieur à celui des métropolitains, il n'en demeure pas moins que la vie en Afrique du Nord est agréable. Du printemps à l'automne, toutes couches sociales confondues, les plaisirs de la plage sont très appréciés, on profite de la douceur des soirées pour se promener ou se divertir et le sport est une activité très prisée. Si certains ont les moyens de s'offrir un voyage annuel en métropole, la plupart des « pieds-noirs » passent leurs vacances non loin de leur domicile et rares sont ceux qui connaissent le reste de l'Algérie. Le lien entre tous ces Français d'Algérie est incontestablement cette métropole qu'ils ne manquent jamais de célébrer avec panache à l'occasion des festivités du 14 juillet ou du 11 novembre.

ENTRE LES COMMUNAUTÉS : UNE FRONTIÈRE INVISIBLE

Comme le décrit l'historien Benjamin Stora dans *Une enfance à Constantine*, une frontière invisible semblait couper la ville en deux et séparer les communautés musulmanes et juives vivant dans les quartiers traditionnels, des Européens habitant les quartiers plus modernes.
« Là se trouvait le quartier européen. Je m'y rendais bien entendu avec mes parents, mais nous sentions bien que c'était une autre ville. »



En fin de journée, quand la chaleur tombe, les plages méditerranéennes sont très fréquentées par les Européens.

La vie dans les petites villes et les campagnes

Loin des grandes villes, hors des grands domaines agricoles, la colonisation peut montrer un tout autre visage. Chez le petit commerçant, dans l'atelier de l'artisan ou sur l'exploitation du petit agriculteur vivant parfois à la limite de la pauvreté, c'est la relation humaine qui prévaut. Les petits pieds-noirs parlent arabe, conduisent le tracteur et travaillent la terre aux côtés des musulmans. Des rapports humains se nouent, les familles partagent des moments de vie et s'entraident.

TÉMOIGNAGE

Cette description du travail dans la forge familiale nous laisse percevoir les relations quotidiennes qui existaient entre les petits pieds-noirs et les Arabes.

Jean-Pierre Marin, *Au forgeron de Batna*, Paris, l'Harmattan, 2005.

C'est là que mon père s'installait (...) pour prendre des commandes de ses clients. La plupart d'entre eux étaient des Arabes ou des Berbères avec lesquels il (mon père) s'entretenait indifféremment en français ou dans leur langue, du travail à accomplir. Mon père et mon oncle maîtrisaient parfaitement l'arabe et le chaouia qu'ils avaient appris dans la rue. (...) Très souvent, leurs clients agrémentaient leurs propos de locutions françaises qui faisaient avec leur parler guttural un savoureux mélange.

Bulletins de vote pour les élections législatives présentant des listes sur lesquelles apparaissent des Européens et des Algériens (novembre 1958).

LA GUERRE SANS NOM

Opérations de maintien de l'ordre, événements d'Algérie, question algérienne… ces expressions ont longtemps servi à nommer ce qui ne voulait pas officiellement rappeler guerre d'Algérie. Non seulement ce conflit n'avait pas de nom, mais il laissait sans réponses de nombreuses questions. Où était le front ? Où était l'arrière ? Qui était ennemi ? Qui était ami ? Qui combattait pour une cause juste ?

La guerre sans nom est peut-être aussi une guerre sans dates. Si le 1er novembre 1954 marque le début du conflit, quelle date choisir pour la fin ? Le 19 mars 1962, date des accords d'Évian et du cessez-le-feu ? Probablement pas car si officiellement, les combats s'arrêtent, la violence et les attentats continuent. Le 5 juillet, jour de la proclamation de l'indépendance ? C'est oublier le long calvaire des harkis qui ont fait leur entrée en France et les luttes intestines entre les vainqueurs.

Les choses se compliquent encore quand on s'aperçoit que cette guerre cache en réalité plusieurs conflits. Si l'histoire rapporte les combats de l'armée française contre les soldats du Front de libération nationale, il ne faut pas oublier que les militants pour l'indépendance de l'Algérie se sont battus entre eux, que le FLN a exercé des violences sur le peuple algérien, que les Français ont accueilli dans leurs rangs des combattants musulmans, que les Français d'Algérie se sont violemment opposés à la métropole et que des militaires français, membres du mouvement clandestin de l'OAS, ont pris les armes contre l'armée française. Au-delà de la confusion qui en résulte, ces affrontements entre Français et entre Algériens laissent des déchirures profondes, longtemps encore après la fin de la guerre.

LUTTER POUR L'INDÉPENDANCE

ZOHRA DRIF : COMBATTANTE DE L'ALN

Révoltée par la colonisation, Zohra Drif, alors étudiante à la faculté de droit d'Alger, s'engage dans la lutte pour l'indépendance. Ayant plus de chance qu'un homme de passer inaperçue, la jeune femme est désignée pour poser une bombe au *Milk-Bar*, un café du quartier européen de la capitale. Le 30 septembre 1956, on relèvera trois morts et une dizaine de blessés.

Qui sont les combattants de l'ALN ?

Les Algériens les appellent *moudjahidin* ou *djounoud*, les Français les nomment *fellaghas* ou *fells*. Simples bergers ou agriculteurs, ils sont moins de cinq cents à prendre les armes, le 1er novembre 1954. Quelques mois plus tard, les combattants de la Révolution seront des milliers, unis par la certitude que leur combat ne peut les mener qu'à la victoire finale ou à la mort. En France, nombreux sont les émigrés algériens qui rejoignent la lutte pour l'indépendance. Ils sont soutenus par des intellectuels français acquis à la cause du FLN.

Jeunes recrues du FLN capturées par l'armée française, 1958
Ils ont encore à la main des pinces pour couper le fil de fer barbelé.

TÉMOIGNAGE

Tracts diffusés par l'ALN encourageant les jeunes recrues françaises à déserter.

Camarades du 22e RIC.

Vous qui êtes maintenus sous la contrainte. Vous qui savez qu'il n'y a plus d'espoir pour la quille. Vous qui ne voulez pas mourir d'une mort inutile. Vous qui voulez revoir votre fiancée. Venez avec votre arme vous rallier au FLN.

Voici comment vous y prendre, lorsque vous êtes en patrouille, restez à l'arrière, laissez vos camarades s'éloigner puis venez. Nous vous suivrons des yeux partout, parce que nous sommes présents partout.

Une arme efficace : la terreur !

Attentats et assassinats se multiplient au cours des premiers mois de la guerre. Dès 1956, le terrorisme du FLN est porté au cœur du quartier européen d'Alger. Des civils, parmi lesquels des femmes et des enfants, sont tués dans des restaurants, des bars ou des cinémas. Aux attentats répond une répression sanglante, source de vengeance et de nouvelles violences. Le FLN s'attaque aussi aux Algériens travaillant au service des Français. Qualifiés de traîtres, ceux-ci sont tués près de leurs villages ou abandonnés atrocement mutilés, les oreilles ou le nez coupés. Pour l'armée française comme pour le FLN, le véritable enjeu de cette guerre c'est de rallier le peuple à sa cause.

Les combattants du maquis

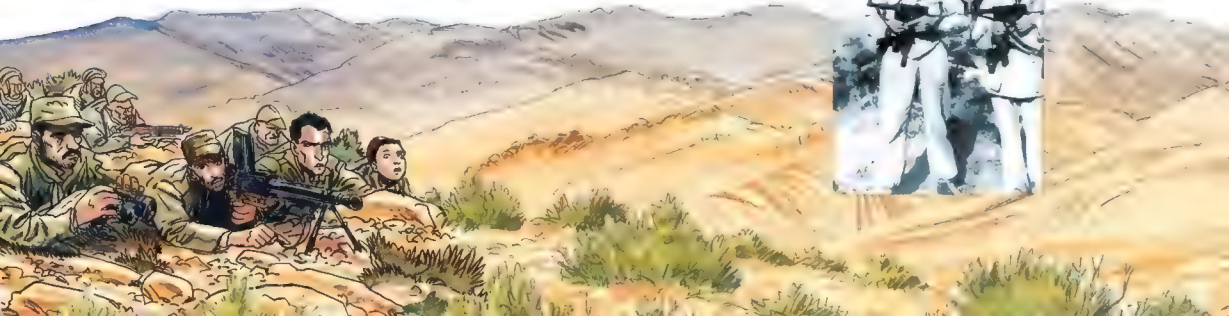
Toujours en mouvement dans une zone dont ils connaissent les moindres recoins, invisibles et insaisissables, les combattants du maquis parcourent la montagne et attaquent par surprise postes militaires, convois de véhicules et propriétés de colons. L'équipement des *djounoud* est sommaire : des armes, quelques vivres et une couverture. Habitués à la vie dure, ils dorment dans des abris creusés dans le sol ou dans des *mechtas* abandonnées et composent leurs repas de semoule complétée de pois chiches, d'oignons… plus rarement de viande de mouton.

TÉMOIGNAGE

Les paroles de ce chant ont été écrites en 1955 par le poète Moufdi Zakaria. *Kassaman* est devenu l'hymne national algérien en 1963.

Kassaman (Nous jurons!)
(...)
Nous sommes des combattants pour
le triomphe du droit
Pour notre indépendance, nous sommes
entrés en guerre
Nul ne prêtant oreille à nos revendications
Nous les avons scandées au rythme
des canons
Et martelées à la cadence des mitrailleuses
Car nous avons décidé que l'Algérie vivra
Témoignez-en! Témoignez-en! Témoignez-en!

Colonel de l'ALN redouté des Français, Amrouche sera tué en 1959.



Arrestation des membres dirigeants du FLN à Alger, 1956. Ils seront détenus jusqu'à l'indépendance, en 1962. À gauche, Ahmed Ben Bella.

Pourquoi nous combattons.
La révolution algérienne a la mission historique de détruire de façon définitive et sans retour le régime colonial odieux, décadent, obstacle au progrès et à la paix.

Extrait de la plate-forme d'action du FLN, rédigée en août 1956 lors du congrès de la Soummam.

ORGANISER LA RÉVOLUTION
FINANCER LA GUERRE

Le congrès de la Soummam

Ce qui n'était, en 1954, qu'une simple révolte armée devient une véritable révolution, dont les orientations sont réaffirmées lors du congrès qui se tient dans la vallée de la Soummam, en août 1956. Les principaux chefs du FLN y élaborent un programme politique et créent de nouveaux organes, parmi lesquels le CNRA, Conseil national de la révolution algérienne, et le CCE, Comité de coordination et d'exécution, qui va désormais diriger les opérations. Ils décident aussi de faire entendre la cause du FLN sur la scène internationale, seul moyen efficace de faire pression sur la France.

Organiser la lutte armée

Lors du congrès de la Soummam, l'Armée de libération nationale se structure. Les chefs des maquis locaux qui en avaient formé le premier noyau en 1954 font place à une armée organisée et bien entraînée. Le territoire algérien est divisé en six *wilayas* (ou états-majors). Regroupés dans des *katibas*, unités combattantes d'une centaine d'hommes, les soldats de l'ALN harcèlent l'armée française dans des accrochages quotidiens et des embuscades meurtrières. En 1957, l'Armée de libération est au sommet de sa puissance.

La victoire française lors de la bataille d'Alger, fin 1957, et l'installation de barrages électrifiés aux frontières tunisienne et marocaine provoquent l'asphyxie de l'ALN: les armes n'arrivent plus, les *katibas* sont démantelées, les combattants dispersés... Progressivement, une « armée des frontières », stationnée en Tunisie et au Maroc, se reconstitue. Commandée par Houari Boumediene, elle jouera un rôle déterminant au moment de l'indépendance.

TÉMOIGNAGE

Déclaration de Ferhat Abbas, président du GPRA, faisant suite au discours prononcé par le général de Gaulle, le 16 septembre 1959, annonçant le référendum sur l'autodétermination.

Le droit de disposer librement de son destin est enfin reconnu au peuple algérien. Cette évolution n'a été possible que parce que, depuis cinq années, le peuple algérien résiste victorieusement à l'une des plus sanglantes guerres de reconquête coloniale. Elle n'a été possible que parce que le Front de libération nationale et l'Armée de libération nationale poursuivent et poursuivront s'il en était nécessaire le combat libérateur. Elle n'a été possible enfin que grâce au soutien de tous les peuples frères et amis et à l'appui de l'opinion publique internationale.

Financer la guerre

Tout se joue sur le sol français où les 400 000 travailleurs algériens émigrés vont contribuer à remplir les caisses du FLN. Chaque mois, à l'heure de la pale, les ouvriers remettent leurs cotisations au trésorier de l'entreprise chargé par le FLN de récolter les fonds. Les commerçants algériens sont taxés eux aussi, de même que les étudiants. Cette masse considérable de billets de banque est centralisée à Paris avant d'être mise à la disposition des combattants de la révolution. La surveillance policière interdit aux Algériens de transporter les fonds eux-mêmes. C'est alors qu'entre en scène le réseau Jeanson – fondé par l'écrivain Francis Jeanson – et ses « porteurs de valises » qui, en soutien à la cause du FLN, se chargeront d'acheminer l'argent.

LE GPRA, GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

Créé au Caire, en septembre 1958, deux ans après le congrès de la Soummam, le GPRA est le bras politique du FLN et le maillon essentiel des institutions de la révolution en vue de la constitution d'un nouvel État algérien.

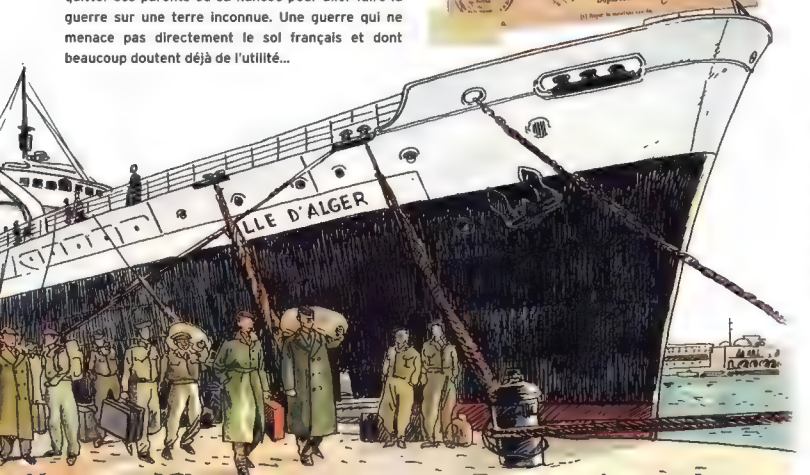
Le GPRA sera l'interlocuteur de la France dans la négociation des accords d'Évian, en 1962. Son premier président est Ferhat Abbas.

Permanence du FLN dans un lieu tenu secret, près d'Amiens.

EMBARQUER
POUR L'ALGÉRIE

Un départ sans enthousiasme...

Avant de partir, on leur avait dit : « L'Algérie c'est la France, trois départements français. Il s'agit simplement de rétablir l'ordre menacé par quelques rebelles. » La réalité sera tout autre ! Aux manifestations de mécontentement, qui accompagnent parfois le départ des soldats dans les gares, s'ajoute la tristesse de quitter ses parents ou sa fiancée pour aller faire la guerre sur une terre inconnue. Une guerre qui ne menace pas directement le sol français et dont beaucoup doutent déjà de l'utilité...



TÉMOIGNAGE

Comme le décrit Claude Klotz, les conditions de transport vers l'Algérie sont loin d'être idéales !

Claude Klotz, *Les Appelés*, Lattès, 1982.

C'était à Marseille le jour de l'embarquement, deux cents troufions accotés au bastingage du bateau encore à quai. C'était le *Ville-d'Oran*, un cargo mixte, les matelots n'avaient pas le temps de laver les cales où les soldats vomissaient par brigades entières, avec l'odeur d'huile chaude, c'était un régal et, comme avait dit ma tante roubaisienne, lorsque je lui avais annoncé mon départ outre-mer, « ça te fera un voyage que tu n'aurais peut-être pas eu l'occasion de faire ».

Appelés et rappelés

Entre 1954 et 1962, près de deux millions de jeunes soldats français se succèdent en Algérie. Après les émeutes d'août 1955, et le vote des « pouvoirs spéciaux » en 1956, le gouvernement français organise le rappel ou le maintien sous les drapeaux de milliers d'appelés, de rappelés ou de libérables et allonge la durée du service militaire. En juillet 1956, ils sont quatre cent mille combattants en Algérie qui resteront 18, 27 ou 30 mois, attendant la « quille » pour rentrer chez eux. Venant de toutes les régions de France, ils sont paysans, ouvriers, instituteurs, plus rarement étudiants, car ces derniers bénéficient de sursis.

Les « hommes du djebel »

Basés en ville ou à la campagne, présents en Algérie en 1956-57, quand l'ALN attaque sans relâche, ou en 1961-62, au plus fort des attentats de l'OAS, les appelés ne vivent pas tous la même expérience. Mais au-delà des différences, la majorité d'entre eux souffrent de l'éloignement, du manque d'intimité dans les casernements, de l'absence de femmes, de la routine... Une sincère camaraderie les aide à garder le moral et la vie s'organise avec ses moments de bonheur, ou de tristesse à la mort de l'un d'entre eux. Certains s'adaptent à cet environnement parfois rude du djebel, qui met à l'épreuve la résistance physique et psychologique, d'autres persistent à refuser cette guerre et à rester en marge de la vie militaire.

Soldats profitant d'un moment de détente entre deux opérations.

Hebdomadaire publié par l'armée française et mis à la disposition des soldats. Ce journal vise avant tout à grandir les actions militaires de la France et à dévaloriser l'ennemi.

LES SOLDATS DU CONTINGENT

Appelé: soldat effectuant son service militaire (18 mois).

Contingent: ensemble des appelés au service militaire.

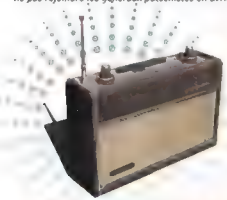
Libérable: soldat sur le point d'achever son service militaire.

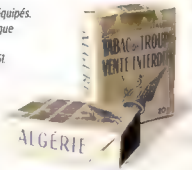
Maintenu: soldat ayant fini son service militaire et devant rester sous les drapeaux (jusqu'à 12 mois supplémentaires).

Rappelé: soldat récemment libéré du service militaire qui est rappelé sous les drapeaux.

Surnitaire: appelé qui bénéficie d'un report pour son départ au service militaire.

Poste transistor dont la plupart des appelés étaient équipés. C'est, entre autres, par ce moyen de communication que de Gaulle parviendra à convaincre le contingent de ne pas rejoindre les généraux putschistes en avril 1961.





Régulièrement, les appelés adressent des messages personnels et rassurants à leurs familles par l'intermédiaire de la radio.

Ici le sergent Albert, je profite de la radio pour donner le bonjour à toute ma famille, ainsi qu'à mes frères et soeurs. Le soleil brille. Le moral est bon et je vous embrasse tous affectueusement.

Ma petite femme chérie, je te fais de gros baisers ainsi qu'à ma petite fille, j'espère que je serai bientôt avec vous, le bonjour à toute la famille, Maurice.

Ici première classe Lucien, je profite de ce passage à la radio pour adresser à mes parents mes bonnes nouvelles ainsi que mon proche retour.

COMBATTRE
UN ENNEMI INVISIBLE

Une guerre sans front

Pour capturer les soldats de l'ALN, de vastes opérations d'encerclement et de bouclage sont organisées. Parachutistes et hélicoptères prêtent main-forte aux unités qui combattent les maquisards sur le terrain. Mais les *djounoud* ont appris à se dissimuler. Il n'y a plus de front ni d'arrière, la guerre est partout. En 1958, le général Challe décide d'adopter de nouvelles méthodes de combat: il met sur pied des unités plus petites, mieux adaptées à l'organisation des rebelles et chargées de les traquer sans répit.

La plupart des appelés n'étaient pas préparés aux réalités de la guerre...

Je pris mon premier tour de garde à deux heures du matin, la nuit était profonde. Je guettais le moindre bruit, est-ce qu'on allait nous attaquer? Je peux l'avouer maintenant: la nuit dernière, j'ai eu peur...

Extrait d'une lettre d'un appelé à ses parents, octobre 1959.

Les commandos de chasse

Composées de volontaires, ces petites unités comptent dans leurs rangs un grand nombre de combattants musulmans, précieux pour leur parfaite connaissance du terrain. Les commandos ont pour mission de traquer l'ennemi, de fouiller les *mechtas* susceptibles de cacher des armes ou des vivres, de tendre des embuscades et d'appeler en renfort les paras ou la légion si nécessaire. Pour rester à tout moment opérationnel, le commando de chasse doit vivre dans les mêmes conditions que les maquisards: climat d'insécurité permanente et campement itinérant privé de tout confort. Les missions de surveillance s'effectuent à pied, sac au dos. Pour se fondre dans le paysage et tromper l'ennemi, les hommes revêtent parfois la djellaba.

Légionnaire surveillant le secteur de Saïda (Oranie), 1959.

TÉMOIGNAGE

Le « plan Challe », tel un rouleau compresseur, utilise tous les moyens militaires et psychologiques pour détruire l'ALN.

Il ne suffit pas de ratisser, d'accrocher et de partir. Il faut rester. Il faut pousser le fellagha en dehors de la zone qu'il connait vers l'inconnu. Si nous restons longtemps, si nous prenons le djebel, si nous l'occupons jour et nuit, le rebelle va se cacher. Or, il faut qu'il vive. (...) Il a besoin de contacts avec la population sinon celle-ci se désintéresse de lui et du combat qu'il mène. Si, à chaque fois qu'il sort, il tombe sur une zone alertée, sa vie va devenir impossible. C'est ce que nous devons réussir: lui rendre la vie impossible.

Tract de l'armée française encourageant les Algériens à abandonner le FLN et à rejoindre la cause de la France

LA GUERRE DANS LE DJEBEL, QUELQUES MOTS DE VOCABULAIRE...

Accrochage: court moment de combat entre adversaires lors d'une embuscade.

Bled: campagne algérienne.

Crapahutage: déplacement à pied sur un terrain difficile et accidenté.

Djebel: zone montagneuse.

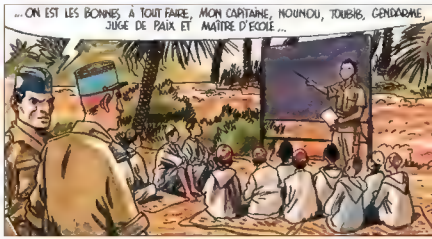
Mechta: hameau constitué de maisons appelées « gourbis ».

Pacification: mot utilisé par la propagande française pour désigner le quadrillage systématique de l'Algérie, le contrôle de la population et la lutte contre le FLN.

Ratissage: fouille méthodique d'une zone.

Le rôle des SAS

Les SAS, Sections administratives spécialisées, ont reçu pour mission de venir en aide aux populations algériennes dans les domaines de l'alphabétisation, de l'aide médicale et de l'encadrement administratif. Installés dans les villes et dans les campagnes où ils vivent au milieu des habitants, ces volontaires sont aussi utilisés par l'armée pour obtenir des renseignements, diffuser de la propagande et gêner les combattants de l'ALN dans leurs contacts avec les populations locales.



ARRÊTER, INTERROGER, TORTURER

Suspects enfermés dans le camp d'internement de Medjana, 1957.

Les « pouvoirs spéciaux »

Le 12 mars 1956, le Parlement français vote les « pouvoirs spéciaux » en Algérie. Cette décision marque le tournant de la guerre et la ferme volonté de la France d'anéantir le FLN. L'Algérie sera partagée en trois zones : la zone de pacification, la zone d'opération et la zone interdite. Dans la première, l'armée protège les populations, les contrôle et leur apporte une aide administrative. Dans la zone d'opération, l'objectif est d'écraser les combattants de l'ALN. La zone interdite est évacuée et sa population rassemblée dans des « centres de regroupement » afin d'éviter tout contact avec les maquisards. Le vote des « pouvoirs spéciaux », qui transfère à l'armée les pouvoirs de police, met en danger les libertés individuelles, laissant les populations sans protection face à l'armée française toute puissance.

La torture visait bien autre chose que des renseignements ; plus que de faire parler, elle voulait faire entendre. Elle imprimait dans le corps du supplicié la puissance du pouvoir qui contrôle le temps, l'espace et la douleur.

Raphaëlle Branche

Le général Massu à la une de la presse, 15 mai 1958.

Les paras dans la bataille d'Alger

En janvier 1957, le FLN décide de porter la guerre au cœur de la capitale. La réaction de l'armée est immédiate : huit mille parachutistes sont déployés dans la ville. La bataille d'Alger commence. Le général Massu, commandant la 10e division parachutiste, reçoit pour mission de stopper la vague d'attentats et de détruire les réseaux du FLN. Surnommés les « léopards » en raison de leur treillis bariolé, les paras ratissent la ville, fouillent la Casbah et interrogent les suspects pour obtenir des renseignements. Les militants du FLN finissent par être débusqués et arrêtés. En quelques mois, Massu obtient ce que la police n'avait jamais réussi auparavant : le démantèlement complet de l'organisation du FLN à Alger.

TÉMOIGNAGE

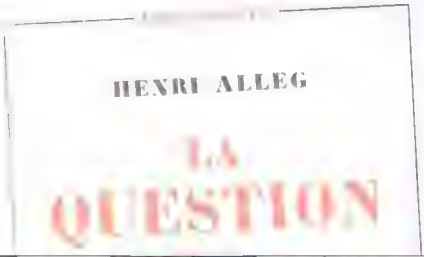
Henri Alleg écrit un témoignage accablant sur l'emploi de la torture. Dès sa parution, le livre est interdit.

Henri Alleg, *La Question*, Paris, Éditions de Minuit, 1958.

Lorca m'attacha sur la planche: une nouvelle séance de torture électrique débutait. «Ce coup-ci, c'est la grosse Gégène», dit-il. (...) Au lieu des morsures aiguës et rapides qui semblaient me déchirer le corps, c'était une douleur plus large qui s'enfonçait profondément dans tous mes muscles et les tordait plus longuement. (...)
Dans l'abrutissement où les coups et les tortures m'avaient plongé, une seule idée restait claire pour moi: ne rien leur dire, ne les aider en rien.

La torture érigée en système

Dans les «centres de transit et de triage» à la périphérie d'Alger, certains paras pratiquent la torture. Les coups, les décharges électriques de la «gégène», le supplice de la «baignoire» simulant la noyade sont censés faire parler les suspects. Les Français soupçonnés de soutenir le FLN en sont aussi victimes. Maurice Audin, jeune enseignant à l'université, est arrêté par les paras en juin 1957. Torturé, il disparaît et son corps ne sera jamais retrouvé. Henri Alleg, membre du parti communiste algérien, directeur de l'*Alger Républicain*, est lui aussi arrêté, torturé puis libéré. Dès 1958, il dénonce les méthodes de ses tortionnaires dans un livre intitulé *La Question*.



Soldat français fouillant des Algériens après une rafle dans la Casbah d'Alger, 1956.

LA CASBAH D'ALGER : LE CAMP RETRANCHÉ DU FLN

Simple forteresse au XVIe siècle, la Casbah donne ensuite son nom au quartier d'habitations qui descend jusqu'à la mer. Pendant la bataille d'Alger, la Casbah devient le camp retranché des militants du FLN.

Avec ses dédales de rues tortueuses, ses cours intérieures, ses escaliers sans fin, cette ville dans la ville est placée sous très haute surveillance et régulièrement fouillée par les parachutistes français.

REFUSER
LA « SALE GUERRE »

Les intellectuels prennent la parole

La contestation la plus forte vient des intellectuels de gauche, indignés par la politique du gouvernement français. Dès 1956, l'écrivain Jean-Paul Sartre prend position dans la revue *Les Temps Modernes* contre le maintien d'une Algérie française, défendant ouvertement le parti de l'indépendance, dénonçant l'emploi de la torture qui, pour lui, n'est pas un simple dérapage mais un véritable moyen de combat. Face aux intellectuels de gauche, qui affirment lutter contre la menace fasciste, se dressent les intellectuels de droite qui proclament défendre les valeurs de la République et de la Résistance.

L'écrivain Jean-Paul Sartre manifeste en soutien aux Algériens, 1961

LE DÉSARROI D'ALBERT CAMUS (1913-1960)

Profondément attaché à l'Algérie, sa terre natale, l'écrivain français Albert Camus tente, en 1956, de proposer un compromis entre les Français qui doivent, d'une part, accepter l'échec de l'assimilation et, d'autre part, reconnaître la cause des nationalistes algériens. Mais il est trop tard! Albert Camus doute.

S'il condamne le durcissement de l'attitude des Français d'Algérie, il n'accepte pas pour autant de devenir « étranger » dans son propre pays. En proie au désarroi, il préfère alors se taire.

Alors que s'ouvre le procès des membres du réseau Jeanson, 121 intellectuels signent, en septembre 1960, une pétition bientôt connue comme « Le manifeste des 121 ».

Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien. [...] La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres. [...]

Les « porteurs de valises »

La Fédération de France du FLN, principal soutien aux combattants de la révolution algérienne, s'implante solidement en métropole grâce aux actions du réseau dirigé par l'écrivain Francis Jeanson. Hébergements clandestins – Jeanson dispose des clefs de trois cents appartements parisiens –, fabrication de faux papiers, transport d'argent par les célèbres « porteurs de valises », le réseau accroît son activité jusqu'à son démantèlement en 1960. À cette date, environ trois mille personnes travaillent de près ou de loin pour le FLN en métropole.

TÉMOIGNAGE

En mars 1957, Étienne Boulanger, militant communiste, est transféré en Algérie. Un an plus tard, il écrit au président de la République.

Patrick Rotman et Bertrand Tavernier, *La Guerre sans nom : les appelés d'Algérie*, Paris, éditions du Seuil, 1992.

À Monsieur le Président de la République,

Je suis désigné pour partir en Algérie, j'ai pris la décision de refuser de participer à la guerre que la France fait actuellement à l'Algérie et qui menace de s'étendre à toute l'Afrique du Nord. Ma conscience ne pourrait admettre que je combatte contre un peuple que je souhaite voir ami et allié de la France. Je veux défendre l'amitié entre Français et Algériens et je veux rester fidèle aux traditions françaises de justice et de liberté. Je suis prêt à prendre les armes pour défendre la France que j'aime au-dessus de tout si elle est attaquée mais je refuse de commettre des actes qui me laisseraient ensuite du remords.

Délégation de jeunes communistes protestant contre la violence en Algérie, 1956.

Cortège accompagnant les obsèques des neuf victimes de la manifestation anti-OAS qui a tourné au drame devant la station de métro Charonne, à Paris, le 8 février 1962.

Affiche du Parti socialiste Unifié (PSU) protestant contre la guerre d'Algérie, 1962

Des militaires condamnent la torture

L'emploi de la torture est loin d'être approuvé par l'ensemble de l'armée française et certains officiers la condamnent fermement. Le général Paris de la Bollardière, l'un d'entre eux, publie dans *L'Express* une lettre qui souligne «les aspects dramatiques de la guerre révolutionnaire à laquelle nous faisons face, et l'effroyable danger qu'il y aurait pour nous de perdre de vue les valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à présent la grandeur de notre civilisation et de notre armée». La réaction de l'armée ne se fait pas attendre: en avril 1957, le général est frappé de soixante jours de forteresse.

Jacques Paris de la Bollardière (1907-1986).

S'ENGAGER AUX CÔTÉS DE LA FRANCE : LES HARKIS

LES MUSULMANS ENGAGÉS DU CÔTÉ DE LA FRANCE

En mars 1962, l'ONU dénombre 263 000 musulmans ayant pris parti pour la France, parmi lesquels on trouve :

- 58 000 harkis.
- 20 000 moghaznis.
- 60 000 membres de groupes civils d'autodéfense.
- 50 000 élus, anciens combattants, fonctionnaires.

Harkis et autres supplétifs

Aujourd'hui, on nomme *harkis* l'ensemble des « musulmans » ou « Français de souche nord-africaine » qui ont soutenu l'action de la France en Algérie. Tout comme les *moghaznis*, forces de police locales placées sous l'autorité des SAS, ils constituent les « troupes supplétives ». Certains participent aux combats ; d'autres travaillent à la construction d'infrastructures ou viennent en aide aux populations. L'enrôlement massif des musulmans dans l'armée française est une initiative du général Challe, qui comprend vite tous les avantages qu'il pourra tirer de soldats issus des populations locales au moment où, à partir de 1959, il met en place un plan d'anéantissement de l'ALN reposant sur un quadrillage serré du territoire algérien.

Soldats français et harkis après l'arrestation de suspects algériens. Debout à gauche, le général Massu.

Engagement volontaire ou enrôlement forcé ?

Considérés par les uns comme des traîtres à la cause de l'indépendance et par les autres comme les victimes d'une guerre qu'ils n'ont pas comprise, les harkis ne se sont pas tous engagés par fidélité au drapeau français. Si l'on met à part certains musulmans qui vivaient déjà « à la française » – fonctionnaires, élus locaux ou anciens combattants – la grande masse des harkis est recrutée dans la population rurale et n'a pas conscience de trahir une nation algérienne à peine naissante. Ils s'engagent pour survivre, pour défendre leur terre ou pour se venger du FLN qui a tué un des leurs. L'armée française, qui a compris que le FLN sanctionnerait durement ceux qu'il considérerait comme traîtres, use de tous les moyens pour compromettre les musulmans. Ceux-ci n'ont alors plus d'autre solution pour rester en vie que de s'engager du côté de la France.

TÉMOIGNAGE

Le récit d'un engagement involontaire...

Témoignage publié dans Tom Charbit, *Les Harkis*, Paris, La Découverte, 2006.

Un jour, j'ai perdu une vache, j'ai cherché partout. Tout à coup, j'ai vu des militaires, j'ai pensé à me sauver car j'avais peur. Mais je me suis dit que si je me sauvais, ils allaient me prendre pour un fellagha et me tuer. Alors j'ai levé les bras, ils m'ont demandé ce que je faisais, je leur ai expliqué et ils m'ont laissé. Mais quelqu'un du village nous avait vus de loin, il est allé dire au chef local du FLN que je donnais des renseignements à l'armée. Un ami m'a prévenu qu'ils devaient venir me chercher et me tuer la nuit, je me suis sauvé vers le poste militaire et je me suis engagé.

Affiche de propagande montrant un harki rejoignant l'armée française pour protéger et nourrir sa famille. Son pied droit écrase la pieuvre, symbole du FLN.

Comme les harkis, les moghaznis sont des supplétifs de l'armée française, très souvent employés comme auxiliaires des SAS.

Le meilleur chasseur de fellaghas est le Français de souche nord-africaine.

Général Challe

Une connaissance du terrain irremplaçable

Combattre les soldats de l'ALN, ennemis invisibles qui se déplacent sans cesse, nécessite d'avoir recours à des musulmans, paysans pour la plupart, qui connaissent parfaitement le terrain. Certains harkis sont même d'anciens combattants de l'ALN faits prisonniers puis ralliés à l'armée française. Ils apportent avec eux des renseignements précieux sur les techniques de combat des soldats de l'ALN. Les troupes supplétives ont un autre rôle essentiel, celui de participer à « la guerre psychologique » qui vise à faire basculer les populations locales dans le camp français. Diffuser la propagande, renseigner l'armée, contrôler les déplacements : telles sont les missions confiées à des musulmans qui peuvent convaincre le peuple de choisir la France plutôt que le FLN.

MOURIR EN ALGÉRIE

Attentat du FLN à la voiture piégée dans une rue d'Alger, 1959.

La peur de mourir

Les jeunes appelés n'avaient jamais été confrontés à une situation de guerre. Défendre sa vie, tirer sur d'autres hommes, voir de près des morts parfois sauvagement mutilés sont des expériences tellement nouvelles et tellement fortes que certains ne s'en remettront jamais. La peur de mourir est constante lors des opérations de ratissage où, derrière chaque piton rocheux, chaque buisson, chaque *mechta*, peut se cacher l'embuscade. En quelques secondes, tout bascule, les convois sont stoppés, les chauffeurs tués et les soldats parfois mortellement touchés. La mort d'un camarade peut pousser à la vengeance et entraîner des actes de cruauté dont la plupart des hommes ne se seraient jamais crus capables.

Corps de combattants algériens identifiés par des gendarmes français, 1956.

Morts par accident

Un quart des militaires tués pendant la guerre d'Algérie l'ont été par accident et non au combat, de même que la moitié des blessés. Accidents en tous genres: erreurs de manipulation des armes, sentinelles endormies lors des gardes de nuit, méprises, réaction de peur, tirs sans visibilité, erreur de cibles et surtout accidents de la route. Les journaux militaires ont mené de très nombreuses campagnes d'information pour tenter de mettre les jeunes recrues en garde contre ces dangers.

LES PERTES HUMAINES

Il est aujourd'hui encore très difficile de donner un chiffre précis des pertes (morts, blessés et disparus) causées par la guerre d'Algérie.

Les historiens estiment à plus de 300 000 le nombre de morts, civils et militaires, européens et musulmans. Ce chiffre comprend les victimes de la guerre auxquelles s'ajoutent celles des luttes pour le pouvoir après l'indépendance.

Pour l'armée française, 28 000 soldats sont tués dont 7 000 accidentellement; 35 600 sont blessés en opérations et 29 400 pour diverses raisons.

Le massacre de Palestro

Le 18 mai 1956, une patrouille de vingt jeunes Parisiens rappelés tombe dans une embuscade dans les gorges de Palestro, attaque préparée par des soldats de l'ALN aidés par la population locale. Les jeunes gens sont massacrés. En métropole, c'est la stupéfaction ! Les Français découvrent brutalement qu'en fait de simple maintien de l'ordre en Algérie, il s'agit d'une véritable guerre. Si les gouvernements successifs cachent les dizaines de massacres qui suivront, celui-là va permettre de justifier un nouveau durcissement des mesures prises pour ramener le calme en Algérie.

Le tireur visa posément, comme au stand, et tira. La petite tache blanche s'arrêta net et roula dans l'herbe. L'enfant mourut quelques minutes plus tard dans les bras de celui qui l'avait touchée.

Noël Favrelière, Le Désert à l'aube, *Paris, Les éditions de Minuit, 1960.*

TÉMOIGNAGE

Certaines zones plus dangereuses que d'autres font craindre à chaque passage de convoi une attaque surprise des soldats de l'ALN.

Pierre Bourgeade, *Les Serpents*, Paris, Gallimard, 1983.

Ils avaient tendu le piège peu après l'entrée du défilé. Ils avaient descellé d'énormes blocs rocheux qu'ils précipitèrent sur le Dodge. Le convoi vint donner dans l'embuscade comme un homme qui court vient donner du front contre un mur. Les Arabes tombèrent du ciel, sortirent des murailles, jaillirent du désert. Ils étaient vêtus de treillis verts, chaussés de Pataugas, coiffés de passe-montagne et armés de kalachnikov et de couteaux. Le combat dura à peine quelques minutes. Quand les nuages de poussière et les fumées de l'essence enflammée se dispersèrent, il n'y eut plus que des corps égorgés, des véhicules calcinés, l'odeur de la couenne brûlée.

GARDER L'ALGÉRIE FRANÇAISE

Attachés à leur terre

Les pieds-noirs – c'est ainsi que l'on surnomme les Européens d'Algérie à partir de 1962 – s'accrochent à leur terre natale et espèrent pouvoir y rester. Plus de Gaulle parle d'indépendance, plus les pieds-noirs durcissent leurs positions, allant, pour les plus déterminés, jusqu'à dresser des barricades ou adhérer aux nouveaux partis politiques farouchement décidés à garder l'Algérie française. La haine envers de Gaulle, la perspective de tout perdre et la certitude qu'ils sont ici chez eux conduisent plusieurs milliers d'entre eux à franchir les limites de la légalité et à rejoindre l'OAS.

En 1958, la visite de De Gaulle à Alger et ses discours d'ouverture donnent d'immenses espoirs aux Algériens qui manifestent leur attachement à la France. Ce moment de répit sera de courte durée

TÉMOIGNAGE

Certains Européens perçoivent très tôt qu'ils vont devoir quitter l'Algérie.

Docteur Salacrou, Alger, novembre 1954.

La grande aventure a commencé. Nous le savons tous. Du haut de cette tribune, je le dis comme je le pense: j'ai peur. Trois générations des miens dorment sur cette terre d'Algérie. Je ne veux à aucun prix les abandonner et, je le dis très clairement, je préférerais «crever» plutôt que de partir.

TÉMOIGNAGE

Dans son allocution du 8 mai 1961, de Gaulle exhorte les Français d'Algérie à regarder l'avenir en face.

Il nous faut, oui, il nous faut régler l'affaire algérienne... Quelle tâche féconde peut s'offrir dans ces conditions aux Algériens de souche française! De tout mon cœur, je leur demande, au nom de la France, (...) de renoncer aux mythes périmés et aux agitations absurdes d'où ne sortent que des malheurs et de tourner leur courage et leur capacité vers la grande œuvre à accomplir...

Tract diffusé en mai-juin 1958, quand de Gaulle arrive au pouvoir. À cette date, les partisans de l'Algérie française n'ont pas encore rompu avec le chef de l'État.

Le serment des putschistes

« Français, Françaises, de toutes origines et de toutes confessions, l'armée vous parle. Vous avez devant vous les généraux Challe, Jouhaud et Zeller. [...] Le 13 mai [1958], l'armée avait fait le serment solennel de garder l'Algérie dans la souveraineté française. Ce serment, nous voulons aujourd'hui au nom de l'armée vous le renouveler. »

Les hommes qui ont fomenté le putsch d'avril 1961 ont voulu honorer l'engagement pris auprès des pieds-noirs et des musulmans qui leur avaient fait confiance. Ils ont la conviction de défendre la République et de prendre une revanche sur la défaite de 1940, l'échec en Indochine et le camouflet de Suez. Aucun des généraux n'admet que la victoire militaire en Algérie puisse s'accompagner d'une défaite politique. Déclenché dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, le putsch prend fin le 25 avril. Contrairement à ce que les généraux rebelles avaient prévu, l'armée ne les a pas suivis !

1961 : LE PUTSCH DES GÉNÉRAUX

21 avril minuit : le 1er REP marche sur Alger, s'empare du gouvernement général, de l'aérodrome, de l'Hôtel de Ville et du dépôt d'armes.

22 avril matin : un message radiodiffusé apprend à la population que les généraux Challe, Jouhaud et Zeller, bientôt rejoints par Salan, ont pris le pouvoir à Alger. À Paris, de Gaulle craint un coup d'État militaire.

23 avril : de Gaulle s'adresse directement aux soldats pour qu'ils résistent aux appels à la désobéissance lancés par les putschistes.

25 avril : le général Challe se rend. Salan, Jouhaud et Zeller entrent dans la clandestinité. Le putsch a échoué.

Tract de l'OAS.

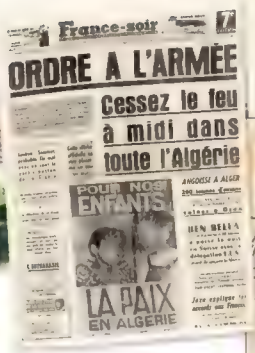
Algérois, une armée des maquis s'organise. Ne rendez pas vos armes. Regroupez-vous, tuez tous les traîtres, petits et grands.

Tract de l'OAS diffusé après l'échec du putsch.

L'OAS et la guerre entre Français

À la tête de l'OAS, le général Salan affirme que seule l'insurrection armée permettra de garder l'Algérie française. Considérant que tout ce qui n'est pas Algérie française est ennemi, l'OAS plastique les boutiques algériennes ainsi que celles des Européens modérés. Le quartier de Bab-el-Oued devient le camp retranché de l'organisation terroriste et, le 26 mars 1962, l'OAS jouant sa dernière carte jette ses partisans dans les rues face à l'armée française. Rue d'Isly, une terrible fusillade éclate, c'est l'incompréhension, des Français tirent sur d'autres Français !

Échappant à tout contrôle, les commandos de l'OAS sèment la terreur à Alger et à Oran : voitures piégées, assassinats d'Européens et de musulmans, politique de la terre brûlée...



FÊTER L'INDÉPENDANCE

Le « oui » à l'indépendance

« Voulez-vous que l'Algérie devienne un État indépendant coopérant avec la France dans les conditions définies par la déclaration du 19 mars 1962 ? » En Algérie, le dimanche 1er juillet 1962, six millions d'électeurs répondent « oui » à cette question, 16534 disent « non ». Le 3 juillet, les résultats rendus publics confirment que 99,72% des suffrages exprimés ont choisi l'indépendance. Ce même jour, lors d'une brève cérémonie, Abderrahmane Farès, président de « l'exécutif provisoire » algérien, reçoit des mains du représentant français une lettre du général de Gaulle reconnaissant l'indépendance de l'Algérie.

TÉMOIGNAGE

Dans son roman *Chercheurs d'os*, Tahar Djaout décrit les premières heures de l'indépendance de l'Algérie.

La guerre terminée, le peuple avait organisé un festin effréné où se bousculaient sans ménagement d'interminables discours sur la patrie et la fraternité, de gigantesques flambeaux allumés un peu partout pour signifier le règne retrouvé de la lumière, (...) les femmes chantaient par chœurs de quatre en tournant sur elles-mêmes jusqu'à épuisement.

La vengeance des vainqueurs

Le calvaire des pieds-noirs et des musulmans qui s'étaient battus aux côtés de la France ne fait alors que commencer. L'heure de la revanche a sonné et les maquisards de la dernière heure, surnommés les « Marsiens », se lancent dans de sanglants règlements de compte. À Oran, le 5 juillet 1962, un massacre d'Européens se déroule sans que les forces de l'ordre françaises interviennent. Prise trop tardivement, la décision de protéger les Européens ne peut empêcher assassinats, lynchages et enlèvements.

Entre le 19 mars et le 31 décembre 1962, le nombre d'Européens disparus en Algérie s'élève à plus de 1500 personnes. Pour les harkis et autres forces supplétives, la situation est encore plus grave: trente mille d'entre eux, peut-être le double, meurent torturés de façon effroyable.

Naissance de la République démocratique et populaire d'Algérie

Le 5 juillet 1962, Alger accueille le GPRA, le Gouvernement provisoire de la République algérienne, basé au Caire depuis sa création. La population fête ses libérateurs, ignorant que des luttes internes mettent déjà en danger la paix retrouvée. Les partisans de Ben Bella s'opposent à ceux de Ben Khedda, le chef du GPRA. Dans Alger, les deux camps s'affrontent violemment et le conflit menace de dégénérer en guerre civile. Spontanément, les Algériens, las de tant de violence, descendent dans les rues, scandant le slogan : « Ça suffit ! »

Ben Bella quitte Alger pour Oran, rassemble ses troupes placées sous les ordres du colonel Boumediene et leur ordonne de marcher sur la capitale. La guerre civile est évitée de justesse. Des élections sont finalement organisées et la première Assemblée nationale proclame « la République démocratique et populaire d'Algérie ».

Algériens appelés aux urnes pour le référendum sur l'autodétermination (1er juillet 1962). Les femmes votent aussi

Été 1962 : afin d'éviter un bain de sang dans la lutte pour le pouvoir, Ben Khedda, second président du GPRA, laisse la place à Ben Bella soutenu par « l'armée des frontières »

Ben Bella (à gauche) et Houari Boumediene, qui deviendra président de la République en 1965.

Timbres-poste du nouvel État indépendant

LES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

Le drapeau : rectangle vert (l'islam) et blanc (la pureté) frappé d'une étoile et d'un croissant (symboles musulmans) rouges (le sang des martyrs).

L'hymne national : *Kassaman* (Nous jurons), dont les paroles ont été écrites par Moufdi Zakaria alors qu'il était en prison, a d'abord été l'hymne de la révolution algérienne avant de devenir l'hymne national algérien en 1963.

Le jour de l'indépendance : 5 juillet.

Devise : La révolution par le peuple et pour le peuple.

Textes fondateurs : la Proclamation du 1er novembre 1954, la Déclaration du congrès de la Soummam (1956)...

TÉMOIGNAGE

Jules Roy, écrivain français ami d'Albert Camus, est né en Algérie. Il raconte la déchirure du départ.

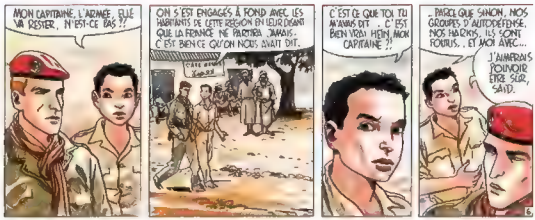
Jules Roy, *Mémoires barbares*, Paris, Albin Michel, 1989.

Ce fut une fête énorme, tonitruante, formidable, déchirante, d'un autre monde. Des hauts de la ville jusqu'à la mer, les youyous vrillaient le ciel. C'était la nouvelle lune, comme en juillet 1830, lorsque les troupes du général de Bourmont étaient entrées dans Alger. Pour nous qui partions, c'était une lune de deuil.

LES TRACES
DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Dans les deux camps, le bilan est très lourd.

ABANDONNER
LES HARKIS



Le massacre des harkis

Dès 1961, avec la perspective de l'indépendance, commence la démobilisation et le désarmement des troupes supplétives – la préparation du cessez-le-feu nécessite de réduire au maximum le nombre d'armes en circulation. Les engagements donnés dans les accords d'Évian et les déclarations rassurantes du FLN laissent espérer que la guerre se terminera dans le calme.

Pourtant, mi-juillet 1962, des représailles terribles commencent contre les harkis : traques, arrestations, tortures, assassinats frappent ceux que l'on accuse d'avoir trahi.

Conscients du danger et de l'urgence de la situation, des militaires français organisent des rapatriements clandestins vers la métropole, transferts qui seront rapidement interdits par les autorités françaises. Quand des mesures officielles sont enfin prises par la France pour permettre aux harkis de quitter l'Algérie, elles se révèlent insuffisantes et trop tardives. Les victimes des exactions se comptent par milliers : 30 000 ? Peut-être le double.

Une note du ministre Louis Joxe datée de mai 1962 rappelle à l'ordre les officiers, en particulier les SAS, qui avaient entrepris de transférer clandestinement en métropole les harkis qu'ils estimaient menacés.

Les supplétifs débarqués en métropole en dehors du plan général de rapatriement seront en principe renvoyés en Algérie. [...] Je n'ignore pas que ce renvoi peut être interprété [...] comme un refus d'assurer l'avenir de ceux qui nous sont demeurés fidèles, il conviendra donc d'éviter la moindre publicité à cette mesure [...].

TÉMOIGNAGE

Dans un rapport destiné à sa hiérarchie, M. Robert, sous-préfet d'Akbou (Kabylie), dresse la liste de toutes les exactions subies par les harkis et leurs familles.

Du 19 mars au 27 juillet (1962), l'ALN fut d'une correction parfaite, rassurant les harkis (...) en leur disant qu'ils étaient tous frères, que la France, dont ils étaient les premières victimes, était seule responsable de leur action et que les promesses d'amnistie et les accords d'Évian seraient scrupuleusement respectés. (...) Soudain, du 27 juillet au 15 septembre, la répression s'abattait sans aucune cause locale particulière. Une cinquantaine d'ex-supplétifs ou de civils furent tués par l'ALN. (...) Cependant les supplices de cette région n'atteignirent pas la cruauté de ceux d'un arrondissement voisin à quelques kilomètres de là (harkis morts, crucifiés sur des portes, nus sous le fouet en trainant des charrues, ou la musculation arrachée avec des tenailles).

Rapatriés en métropole

Terrorisées à l'idée de subir la vengeance des vainqueurs, les familles de harkis fuient leur pays. Malheureusement, arrivées sur le sol français, elles n'ont nulle part où aller. Si les élites musulmanes imprégnées de culture française s'intègrent facilement, les autres, les plus nombreux, sont hébergés temporairement dans d'anciens camps militaires au confort sommaire puis «recasés» – tel est le terme employé – au gré des offres d'emploi. Peu à peu, les camps d'hébergement se vident puis ferment. Deux d'entre eux, Bias (Lot-et-Garonne) et Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard), ne seront fermés que dans les années 1980. Après avoir quitté les camps, les familles sont à nouveau regroupées, dans des hameaux de forestage ou des cités urbaines, où les hommes occupent des emplois dans le secteur industriel. Contraints de vivre en vase clos, une partie des harkis est totalement coupée du reste de la société française.

Manifestation de harkis sur la place des Invalides, à Paris, pour réclamer justice et reconnaissance, 1997.

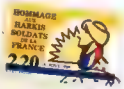
La révolte des harkis

Dans les années 1970, des révoltes éclatent dans les deux camps d'hébergement restés ouverts et dans les hameaux de forestage. Au premier rang des émeutiers, la «deuxième génération», les enfants de harkis qui ont partagé l'exil de leurs parents et les conditions de vie terribles des camps d'accueil. Ayant grandi dans un monde clos et isolé, ils ont accumulé un important retard scolaire et n'ont découvert la société française que très tard, dans la dure réalité du monde du travail.

Fils de harkis en grève de la faim pour dénoncer l'ostracisme dont ils se disent victimes et obtenir un emploi, 1997.

Manifestation de harkis devant le camp de Saint-Maurice-l'Ardoise (1975), pour dénoncer leurs conditions de vie.

Familles de harkis arrivant dans le camp de Rivesaltes, septembre 1962.



HOMMAGE TARDIF DE LA FRANCE AUX HARKIS

2001: le 25 septembre devient la «Journée d'hommage national aux Harkis».

2002: le 5 décembre est inauguré à Paris un «Monument national de la Guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc». Pour la première fois, des noms de supplétifs morts au combat apparaissent.

2005: la loi du 23 février rend officiellement hommage aux harkis.

RAPATRIER LES PIEDS-NOIRS

«La valise ou le cercueil»

Dans une fuite désordonnée où se mêlent angoisse et désespoir, les Français quittent l'Algérie alors que le pays sombre dans la violence. Écœurés par le sentiment d'avoir été trahis par la France, peu rassurés par le cessez-le-feu, les pieds-noirs commencent à faire leurs bagages, départs qui s'accélèrent soudain quand l'ALN franchit la frontière tunisienne et pénètre sur le sol algérien. Ils sont nombreux à penser qu'il leur faut choisir entre la valise et le cercueil, entre partir ou mourir. Contrairement à toutes les prévisions, se produit alors un exode massif des Français d'Algérie qui rejoignent les files déjà longues des candidats à l'embarquement. Épuisées et désorientées par ce qui leur arrive, les familles attendent patiemment une place dans un avion ou sur l'un des bateaux qui assurent des rotations ininterrompues entre l'ancienne colonie et la métropole.

Partir, quitter cette terre d'angoisse est devenu l'obsession de dizaines de milliers de Français d'Algérie.

L'Est Républicain, 18 mai 1962.

TÉMOIGNAGE

La désolation s'accentue dès lors que l'espoir de retour n'est plus permis. Un Français d'Algérie témoigne.

Témoignage d'un rapatrié.

Puisqu'ils nous faisaient partir dans ces conditions, il n'était pas question de leur laisser nos biens. J'étais pas OAS mais la politique de la terre brûlée je l'ai faite pour moi. Quand j'ai appris que je ne pouvais plus rapatrier ma voiture, (...) avec un bidon d'essence, j'y ai mis le feu. C'était une quatre-chevaux.»

DÉCOLONISATION ET ARRIVÉE MASSIVE DE RAPATRIÉS

1953: premiers rapatriements d'Indochine.

1954: début des rapatriements du Maroc et de Tunisie.

1961: création d'un secrétariat d'État aux Rapatriés.

1962: 1 064 000 départs d'Algérie dont 670 000 entre mai et août.

1963: création d'un ministère des Rapatriés.

«À Marseille, on ne voulait pas de nous»

Au début de l'année 1962, Marseille est chargée par le gouvernement d'accueillir puis de répartir sur le territoire français ceux qu'on appelle déjà «les rapatriés d'Algérie». À partir de mai, l'accueil s'organise, l'hôtel Bompard, de même qu'une cité HLM en construction sont réquisitionnés pour l'hébergement des familles qui ne savent où aller. Les prévisions annonçaient l'arrivée de 400 000 personnes réparties sur quatre années, mais rien ne se déroule comme prévu. Fin juin, alors que 200 000 rapatriés sont arrivés à Marseille pour ce seul mois, la ville est totalement asphyxiée. Les problèmes de cohabitation entre pieds-noirs et Marseillais se multiplient et la tension monte.

Construire une vie nouvelle

Certains rapatriés s'en sortent mieux que d'autres. Ceux qui avaient de la famille en métropole trouvent de l'aide le temps de se loger et de chercher un emploi. D'autres ont le sentiment d'avoir tout perdu et recommencer une nouvelle vie est au-dessus de leurs forces. À la fin de l'été 1962, la cité phocéenne voit le nombre de ses rapatriés diminuer. Une centaine de milliers d'entre eux choisissent cependant d'y établir leur nouveau lieu de vie.

À une vingtaine de kilomètres de Marseille, une autre cité d'accueil est en train de naître. Créée par les Français repliés du Maroc, qui ont commencé à rentrer dès 1954, Carnoux-en-Provence est une ville construite par les rapatriés pour les rapatriés. Fondée officiellement en août 1966, elle est la plus jeune commune de France.

Témoignage accusateur d'un Français d'Algérie dressant un état de la colonisation et de sa fin tragique en 1962.

Né à Constantine en 1938, Enrico Macias chante la nostalgie des pieds-noirs, leur déracinement et l'amour de l'Algérie.

Annuaire national du rapatrié publié par l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer.

La presse ouvre ses colonnes à des rubriques «Messages» ou «Donnez-nous de vos nouvelles» afin de permettre aux familles, séparées au moment du départ, de se retrouver.

Qui peut nous donner des nouvelles de Jean et Robert L. qui ont dû quitter Hassi-Messaoud pour Marseille le 28 ou le 30 mai ?

Georges T. demande des nouvelles de sa femme et de son fils âgé de 9 mois arrivés à Marseille début juin.

Le docteur Pierre R. précise qu'il est bien arrivé et qu'il attend sa famille au centre d'accueil d'Avignon, route de Tarascon.

RENTRER DE LA GUERRE ET OUBLIER

Quilles fabriquées par des soldats français qui attendaient avec impatience la fin de leur mission en Algérie

Enfin la quille !

Alors qu'ils rejoignent les ports d'embarquement d'Alger, d'Oran ou de Bône, les hommes du contingent, heureux de rentrer et libérés de la peur, n'en n'éprouvent pas moins un sentiment de mélancolie en pensant à ce magnifique pays qu'ils ne reverront jamais. Certains ont la conviction, malgré la guerre, d'avoir été utiles, en construisant des villages, des écoles, des hôpitaux ; d'autres, marqués par le souvenir des morts et des atrocités commises par les deux camps, sont convaincus que la guerre n'a servi à rien. Partis à peine sortis de l'adolescence, les combattants français quittent l'Algérie plus mûrs, endurcis, mais souvent désabusés.

Photos rapportées par des appelés en souvenir de leur service militaire en Algérie.

Le retour à la vie civile

À leur arrivée sur le territoire français, les soldats du contingent sont accueillis dans l'indifférence. Heureux d'être rentrés sains et saufs mais désorientés par deux ans passés loin de chez eux, dans un pays en guerre, ils retrouvent leur vie d'avant, leur emploi ou reprennent leurs études. Pour ceux qui n'ont pas été confrontés directement aux combats, le retour est plus facile et la guerre sera mise entre parenthèses. Resteront des camarades, quelques photos, des souvenirs... Beaucoup plus terrible est la vie de plusieurs milliers de combattants, victimes de ce que les psychiatres appellent «le stress de guerre». Souffrant de traumatismes profonds, de cauchemars et d'angoisse, ils ne parviennent pas à se libérer de ce qu'ils ont vécu en Algérie.

TÉMOIGNAGE

Jean Debernard, libraire à Montpellier, a été sous-lieutenant en Algérie en 1956. Bien des années plus tard, il écrit son témoignage.

Jean Debernard, *Feuille de route*, Paris, Actes Sud, 2006.

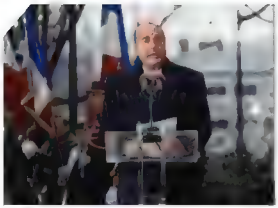
Longtemps j'ai cru, enfin j'ai espéré, que le temps finirait par tout effacer. On me l'assurait, on me rassurait.

Maintenant, je sais que l'oubli n'existe pas. (...)

Les images et les cris, je les vois et je les entends. Ils n'ont pas d'âge. Ils sont de tout à l'heure. Régulièrement, ils me retrouvent et me rattrapent. Pour quelle raison, sous quelle influence, je n'en sais rien. C'est une marée qui ramène les débris de mes vingt ans.

Un Mémorial pour les soldats français d'Algérie

Il a fallu attendre que passent les événements de mai 1968 et les années 1970 pour que certains commencent à témoigner. La parole qui se libère peu à peu s'accompagne, dans les années 1990, de manifestations réclamant l'égalité des droits des «Anciens d'Algérie» avec les anciens combattants des autres conflits. Les associations militent activement pour que les sacrifices des soldats soient reconnus et voient leur combat aboutir lorsque, le 5 décembre 2002, le président Jacques Chirac inaugure à Paris un «mémorial national» dédié aux soldats français morts en Algérie.



TÉMOIGNAGE

Discours de M. Jacques Chirac, président de la République, à l'occasion de l'inauguration du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie, le 5 décembre 2002.

Aujourd'hui, au nom de tous les Français, je veux rendre l'hommage de la nation aux soldats morts pour la France en Afrique du Nord, il y a presque un demi-siècle. (...) Je veux saluer, avec ferveur et gratitude, leur dévouement, leur courage, leur jeunesse sacrifiée. (...) C'est le message que porte ce Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie. (...) Il signifie que les soldats d'Afrique du Nord occupent enfin, comme leurs aînés de 1914 et de 1940, la place qui leur revient dans la mémoire de notre patrie.

QUELLE EST LA DATE OFFICIELLE DE COMMÉMORATION DE LA FIN DE LA GUERRE D'ALGÉRIE ?

En janvier 2002, l'Assemblée nationale adopte le 19 mars, date du cessez-le-feu, pour commémorer la fin de la guerre d'Algérie. Cette proposition soutenue par la FNACA — Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie — ne fait pas l'unanimité parmi les anciens combattants.

En septembre 2003, le gouvernement décide que la «journée nationale d'hommage aux morts pour la France en Afrique du Nord» aura lieu le 5 décembre, date de l'inauguration du Mémorial national à Paris, le 5 décembre 2002. Cette date, elle aussi, est loin de faire l'unanimité.

Aujourd'hui, la date officielle de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie fait encore débat.

EFFACER
LES TRACES DE LA GUERRE

Guerre sans nom, guerre sans visage

Pour les Français, la guerre en Algérie a longtemps été une « guerre sans nom », pudiquement appelée « événements d'Algérie ». Il a fallu attendre 1999 pour que l'Assemblée nationale adopte une loi qui autorise de substituer à l'expression d'« événements d'Algérie » celle plus juste de « guerre d'Algérie ». Après trente ans d'amnésie, la France commence à retrouver la mémoire.

Du côté algérien, la « guerre de libération » est longtemps restée « une guerre sans visage », le FLN au pouvoir avait effacé les noms des principaux acteurs du nationalisme algérien pour cause de querelles politiques. Récemment, les chefs historiques de la révolution sont sortis de l'oubli et les fondateurs du nationalisme algérien ont retrouvé une place dans l'espace public : l'aéroport de Tlemcen porte désormais le nom de Messali Hadj et l'université de Sétif, celui de Ferhat Abbas.

Monument aux morts appelé « Sanctuaire du Martyr », érigé à Alger en 1982, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance.

Le temps des amnisties

La vie politique française a été fortement ébranlée par la guerre d'Algérie qui a provoqué la chute de la IVe République et confronté la société à une tragédie à laquelle elle n'était pas préparée. Dans les années qui suivent, la France occulte la guerre d'Algérie et en dissimule les traces. En 1964 est votée une première loi d'amnistie. Dans les années qui suivent, les membres de l'OAS sont graciés, sortent de prison ou rentrent d'exil. En 1982, les cadres de l'armée française, officiers et généraux, qui avaient participé au putsch d'avril 1961, sont réhabilités et redeviennent membres de l'armée française. Seul le général de la Bollardière (1907-1986), qui avait dénoncé l'usage de la torture par l'armée française, n'a pas été réintégré dans ses droits.

Ahmed Ben Bella, président de la République algérienne (1963-1965).

TÉMOIGNAGE

Rachid Mimouni, écrivain algérien (1945-1995), décrit comment les combattants de la révolution se retrouvent soumis aux nouveaux dirigeants.

***Rachid Mimouni, Le Fleuve détourné*, Paris, R. Laffont, 1998.**

Regardez, regardez toutes ces belles villas des anciens colons, choisissez les plus grandes, prenez, prenez, licences de taxi, prenez, prenez, bars, hôtels, restaurants, prenez, empochez, il y en aura pour tout le monde. (...) Naïfs ... (...) Pour quelques miettes, on vous retirait le droit à la parole, le droit d'intervenir, de dire non... idéaux monnayés contre des licences de bars ou de taxis, au nom de quoi pouviez-vous parler désormais ?

Film de Mohammed Lakhdar-Hamina, présenté au public en 1966. À travers l'histoire d'une mère à la recherche de son fils détenu par l'armée française, le cinéaste algérien nous confronte à la cruauté de la guerre.

TÉMOIGNAGE

Avant de quitter l'Algérie en 1962, Jules Roy (1907-2000) va se recueillir sur les tombes de sa famille. Au-delà de la vengeance des vainqueurs, on perçoit que les traces de la présence française commencent déjà à s'effacer.

Jules Roy, *Mémoires barbares*, Albin Michel, 1989

Avant de regagner Paris, je voulus m'agenouiller devant le tombeau des miens, à Sidi-Moussa. (...) La porte du cimetière était ouverte, et là, j'eus un haut-le-corps: on aurait dit qu'une tornade était passée. D'abord figé, j'avançai prudemment puis, avec horreur, je découvris que tout était dévasté. Les tombeaux étaient éventrés, les croix abattues, (...) tout était défoncé, brisé, cassé. (...) Alors je sentis une colère blanche et froide m'envahir, s'emparer de moi violemment. (...) Quand soudain, je me dis qu'à la place des ces gens-là, à la place de ces « Français musulmans » qui avaient été traités de bicots toute leur vie, j'aurais peut-être agi de même. (...) Quand on est jeune et sans raison, comment retenir ce qui déborde en vous de toute part? Avec quoi marquer la victoire sur ces roumis débarqués en 1830, qui s'étaient emparés de tout pendant un siècle et rembarquaient enfin? Oui, sur quoi se jeter? Sur la mairie? C'étaient à eux. Sur les écoles? Elles allaient servir. Sur les maisons? Elles leurs appartenaient déjà, (le café) L'Espérance deviendrait un café maure et l'église, une mosquée. Quant aux vivants, ils avaient fui. Alors sur quoi? Seul signe de légitime saisie et d'appropriation, les morts, le cimetière.

Cimetière chrétien en Algérie. L'un des drames de la communauté pied-noir est d'avoir laissé ses morts en terre algérienne.

EFFACER LES TRACES DE LA COLONISATION : DES COMMUNES CHANGENT DE NOM

La colonisation française avait baptisé de nombreuses communes du nom de généraux français ou de grandes batailles de l'histoire de France. Après l'indépendance, ces villes ont changé de nom.

Canrobert (maréchal français) devient Oum el Bouaghi.

Gambetta (homme politique français) devient Taoura.

Orléansville (ville française) devient Chleff.

Philippeville (roi Louis-Philippe) devient Skikda.

Saint-Arnaud (maréchal français) devient El Eulma.

Massena (général français) devient Ouled ben Abdelkader.

Le théâtre de Skikda aujourd'hui

ASSUMER
SON PASSÉ COLONIAL

Aujourd'hui, la France doit regarder en face son passé colonial. Au-delà d'en mesurer l'ampleur et les conséquences, elle doit officiellement reconnaître sa responsabilité dans les souffrances et les crimes commis en Algérie. Que pensent les historiens algériens et français de la manière dont la France assume aujourd'hui la colonisation qu'elle a menée en Afrique du Nord ?

L'œuvre civilisatrice de « Madame Lafrance » : le point de vue de Maïssa Bey, écrivain algérienne.

Fille d'un combattant du FLN mort sous la torture, elle dénonce la violence du système colonial.

« Droite et fière, toute de morgue et d'insolence, vêtue de probité candide et de lin blanc, elle avance. [...] Elle avance, Madame Lafrance. Sur des chemins pavés de mensonges et de serments violés. [...] Elle avance sur des terres brûlées, sur des chemins jonchés de corps suppliciés, de cadavres mutilés. [...] Elle vient, généreuse, souveraine, dispenser ses lumières.
Madame Lafrance leur répète que c'est pour faire d'eux de bons petits Français qu'elle est venue jusqu'ici, jusqu'à eux. Sans même qu'ils le lui aient demandé. Elle dit aussi qu'elle est venue pour les « civiliser ». C'est donc pour les civiliser qu'on leur a enlevé leurs terres pour y installer des Français, venus de France ? Sans doute pour qu'ils aient sous les yeux un exemple vivant de la Civilisation. »

> La colonisation a imprégné en profondeur les sociétés des métropoles colonisatrices, à la fois dans la culture populaire et savante, dans les discours et la culture politique, le droit ou les formes de gouvernance.
>
> *Pascal Blanchard*

VOCABULAIRE

Code de l'indigénat : ensemble de lois qui régissait les colonies françaises.

Gouvernance : fonctionnement d'un État, d'une institution...

Loi du 23 février 2005 : « Loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés. » L'article 4 qui fait référence au « rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord » a été en partie abrogé, suite aux nombreuses protestations.

Mémoire d'un événement : souvenir collectif de faits passés et représentation que l'on en donne aujourd'hui.

« Nous n'avons pas encore décolonisé nos imaginaires » : point de vue de Pascal Blanchard, historien français.

La colonisation est finie depuis presque 50 ans et pourtant son héritage est toujours présent dans la société française. La France, qui est pratiquement le seul pays à avoir développé, d'un côté, une « nostalgie coloniale » et, de l'autre, organisé un « oubli institutionnalisé » – c'est-à-dire voulu par l'État – a longtemps essayé de tenir séparées l'histoire coloniale et l'histoire nationale. Aujourd'hui, la République française doit regarder en face son passé colonial et en accepter l'héritage pour pouvoir débattre des questions d'immigration et favoriser l'enracinement dans la société française des jeunes, descendants de familles ayant vécu la colonisation. Comme l'écrit Pascal Blanchard, « si la période coloniale est terminée, nous portons en nous un héritage qui continue d'influer sur les rapports sociaux. Nous n'avons pas

encore décolonisé nos imaginaires.» Nous continuons, en effet, à véhiculer, le plus souvent inconsciemment, des clichés sur les populations noires, maghrébines ou asiatiques traduisant encore trop souvent un «sentiment de supériorité» qui n'est pas sans rappeler le point de vue du colonisateur sur le colonisé.

VOCABULAIRE

Conflits de mémoire: représentations différentes d'un même événement portées par des groupes humains qui revendiquent chacun, et aux dépens des autres, la justesse de leur point de vue.

Repentance: regret des fautes commises.

Union de la Méditerranée: organisation internationale, fondée en 2008, rassemblant les pays riverains de la Méditerranée et l'ensemble des États de l'Union européenne. Les questions abordées portent sur les problèmes énergétiques et environnementaux.

Victimisation: fait de considérer une personne ou une population comme une victime. Ce terme désigne aussi une utilisation abusive de la condition de victime.

La «repentance», un sujet controversé: le point de vue de Gilbert Meynier, historien français.

«Sur le sujet controversé de la repentance, nous pensons que les historiens de France devraient rédiger une déclaration commune dans laquelle ils soutiendraient le principe d'une reconnaissance des responsabilités de la puissance publique française dans les traumatismes qu'a entraînés la colonisation. [...] Elle concernerait au premier chef les centaines de milliers d'Algériens massacrés, dépossédés de leurs terres, clochardisés en masse, discriminés par le refus de la citoyenneté française et par le Code de l'indigénat, et sous-éduqués, au déni des lois Ferry. [...] Cette reconnaissance de la responsabilité politique pourrait être unilatérale: ce sont les Français qui ont envahi l'Algérie et pas l'inverse. Pour autant, il serait sain que du côté algérien, on s'attelle aussi à un réexamen de l'histoire, qu'on rompe avec la langue de bois nationaliste des manuels d'histoire et avec la victimisation.»

La France doit reconnaître sa responsabilité: le point de vue de Mohammed Harbi, historien algérien.

Si le terme «repentance» ne convient pas à Mohammed Harbi, ni à de nombreux Algériens, il n'en estime pas moins qu'il est temps pour la France de «reconnaître enfin que la colonisation en Algérie était faite pour dominer et non pour civiliser». Pour lui, il est urgent d'effacer l'idée véhiculée par la loi du 23 février 2005, qui rappelle que la colonisation a aussi eu des aspects positifs et apporté des «bienfaits aux Algériens», il est indispensable que l'État français reconnaisse «sa responsabilité dans les drames, les terribles humiliations, les souffrances engendrés par le système colonial». Cette démarche «permettrait la vraie réconciliation».

Il est difficile de concevoir une Union méditerranéenne indépendamment de la mémoire des peuples [...]. On ne peut pas fonder cette union politique exclusivement sur des rapports économiques [...]. Ce dont ont besoin les peuples, des deux côtés de la Méditerranée, c'est d'un examen de conscience lucide du passé commun qui est forgé par le temps colonial.

Benjamin Stora, allusion au projet de Nicolas Sarkozy d'Union de la Méditerranée.

RECONNAÎTRE L'USAGE DE LA VIOLENCE :

TORTURE ET RÉPRESSION

Parler des violences commises pendant la guerre d'Algérie ne se résume pas au seul sujet de la torture ni au seul territoire algérien. Utilisée par les deux camps, la violence, souvent poussée à l'extrême, laissera des traces très profondes dans la société française comme dans la société algérienne. Des historiens échangent leurs points de vue sur les différents types de violences qui se sont manifestés pendant la guerre d'Algérie.

La torture revient à la une des médias : le témoignage de Louise Ighilahriz, ancienne militante du FLN.

En 2000, le témoignage de Louise Ighilahriz, torturée et violée pendant plusieurs mois, fait sortir du silence la question de la torture provoquant le brusque réveil de l'opinion publique. « J'étais allongée nue, toujours nue. Ils pouvaient venir une, deux ou trois fois par jour. [...] Ce n'étaient pas des êtres humains. J'ai souvent hurlé à Bigeard : Vous n'êtes pas un homme si vous ne m'achevez pas ! Et lui me répondait en ricanant : Pas encore, pas encore ! » Louise Ighilahriz attendra 40 ans pour parler de « l'innommable ».

Quelques mois après ce témoignage, l'opinion publique est à nouveau ébranlée par de nouvelles révélations sur la torture. Cette fois, ce sont celles du général Paul Aussaresses expliquant, sans le moindre regret, comment il avait usé des exécutions sommaires et de la « question » pour faire parler des suspects en 1957.

Ces nouvelles révélations rouvrent un débat douloureux mais nécessaire sur l'ampleur et la violence des actes de torture commis pendant la guerre d'Algérie.

S'il y a une leçon à tirer de la guerre de libération algérienne, c'est que le terrorisme contre les civils dessert les luttes des opprimés et des exclus.

Mohammed Harbi

« Pour comprendre la torture en Algérie, il faut faire un détour par la guerre d'Indochine » : le point de vue de Raphaëlle Branche, historienne française.

L'usage de la torture n'est pas apparu avec la guerre d'Algérie, mais s'inscrit dans la longue histoire de la colonisation et de la décolonisation. Comme le rappelle Raphaëlle Branche, « pour la comprendre, il faut faire un détour par la guerre d'Indochine où l'armée française, dans un combat perdu contre les communistes du Vietminh, a pris la mesure de la guerre révolutionnaire et des moyens de la combattre. Mais c'est aussi dans le désastre et l'humiliation de Diên Biên Phû qu'est née une certaine volonté de vengeance ». En 1954, la guerre d'Indochine, qui s'achève par la défaite française de Diên Biên Phû, laisse l'armée en proie à une immense déception. Ces militaires, que l'on retrouvera quelques mois plus tard en Afrique du Nord, mettront tout en œuvre pour que l'Algérie ne subisse pas le sort de l'Indochine et demeure dans l'empire français.

VIOLENCES, RÉPRESSIONS ET TORTURE PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE

8 mai 1945 : révolte de Sétif et répression sanglante.

20 août 1955 : explosion de violence à Philippeville et répression brutale de la France.

12 mars 1956 : vote des pouvoirs spéciaux par le Parlement suspendant la plupart des libertés individuelles en Algérie.

18 mai 1956 : massacre de soldats français à Palestro.

janv.-oct. 1957 : bataille d'Alger, point de non-retour dans l'usage de la torture.

29 mai 1957 : massacre de partisans de Messali Hadj par des militants du FLN à Melouza.

« Je dis bien répression et pas seulement torture. » : le point de vue de Pierre Vidal-Naquet, historien français.

La violence exercée par la France en Algérie a pris différentes formes : la colonisation française reposait sur une violence culturelle niant tout ce qui aurait pu constituer une identité algérienne, et sur la pratique d'une violence physique directe qui servait autant à démanteler les groupes indépendantistes qu'à terroriser le peuple algérien. Avec la guerre, la violence s'amplifie mais, comme l'écrit Pierre Vidal-Naquet, elle ne se résume pas à la pratique de la torture. « S'il y a eu vraisemblablement plusieurs centaines de milliers de cas de torture, c'est par millions que se sont comptés les "regroupés", les Algériens chassés de leur villages devenus "zones interdites" pour être enfermés dans de "nouveaux villages" où ils étaient [...] privés de [leurs] terres. »
La répression française ne s'est pas non plus limitée au territoire algérien, elle a aussi été pratiquée en métropole, à Paris, où les violences du 17 octobre 1961, sur le pont Saint-Michel, et du 8 février 1962, au métro Charonne, sont restées dans les mémoires. Dans le premier cas, la terrible répression policière commandée par Maurice Papon, alors préfet de police de Paris, se solde par un véritable « massacre » de manifestants algériens. Le procès de Maurice Papon, jugé pour avoir livré des juifs aux nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, fait réapparaître au grand jour sa responsabilité dans la répression de cette manifestation qui a fait plus de cent morts.

Le FLN entre réflexion politique et violence : le point de vue de Mohammed Harbi, historien algérien et ancien responsable du FLN.

« Le FLN n'a pas su encadrer et organiser l'insurrection algérienne afin d'éviter qu'elle soit marquée par des violences incontrôlées. [...] Ils ont eu tendance à répondre aux événements au coup par coup, en généralisant simplement ce qui leur apparaissait, à court terme, comme le plus efficace. Ils n'ont pas su imposer une direction. Ils ont été sans cesse écartelés entre les pratiques incontrôlées d'une base rurale qu'ils ne voulaient pas heurter de front et des bribes de réflexion politique. [...] Les consignes disaient clairement de ne pas s'attaquer aux Européens mais ces consignes n'étaient ni comprises ni appliquées à la base, dans les campagnes. La guerre de libération y était perçue comme une guerre « race contre race » et elle conduisait à des violences contre les civils européens et contre les Algériens qui n'étaient pas acquis au FLN. »

La pratique de la torture pendant la guerre d'Algérie a au moins deux origines : le terreau colonial propre à l'Algérie (la torture y était utilisée par la police dans le cadre du maintien de l'ordre colonial) et un terreau plus spécifiquement militaire avec le poids de l'armée coloniale et de l'expérience indochinoise en particulier qui conduisit l'État-major à interpréter la guerre selon des grilles issues du conflit précédent.

Raphaëlle Branche

VIOLENCES, RÉPRESSIONS ET TORTURE PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE

1958 : publication du livre « La Question » d'Henri Alleg, immédiatement interdit par le gouvernement français.

17 oct. 1961 : violente répression lors de manifestations d'Algériens à Paris.

8 fév. 1962 : manifestation anti-OAS à Paris et intervention brutale de la police au métro Charonne.

février 1962 : vague d'attentats de l'OAS contre les musulmans d'Alger.

26 mars : fusillade de la rue d'Isly à Alger. L'armée tire sur des manifestants européens.

5 juil. 1962 : enlèvements et assassinats d'Européens à Oran.

août 1962 : début des exactions contre les harkis, accusés d'avoir trahi la cause algérienne.

GARDER LA MÉMOIRE ÉCRIRE L'HISTOIRE

Des deux côtés de la Méditerranée, la mémoire de la guerre d'Algérie est devenue un enjeu politique majeur. En Algérie, elle fonde la légitimité du nouvel État indépendant. En France, après une longue période d'oubli, elle réapparaît dans le débat public où elle tient désormais une place importante. Pour les historiens, français et algériens, le temps est venu d'écrire une histoire débarrassée des pressions idéologiques, une histoire objective de la guerre d'indépendance de l'Algérie.

L'ALGÉRIE DEPUIS L'INDÉPENDANCE

Le FLN gouverne le pays en parti unique jusqu'à la décision du président Bendjedid d'ouvrir l'Algérie au multipartisme, en 1989. Cette démocratisation du régime, dont profitent des groupes islamistes, s'achève brutalement, en 1991, avec le début d'une guerre civile. Commence alors pour l'Algérie une période de tensions et de violences entre militaires et groupes islamistes. En 1999, l'élection d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République contribue au retour au calme mais pas à la démocratie.

« La jeunesse algérienne veut savoir ! » : le point de vue d'un journaliste algérien

À l'occasion du 30e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, l'éditorialiste du quotidien *El Watan* écrit :

« 5 juillet 1962-5 juillet 1992, trente ans d'amnésie. Trente ans, l'âge adulte, celui de la maturité. L'Algérie l'a atteint aujourd'hui. C'est pourquoi elle a le droit de savoir ce qui s'est passé pendant la longue période coloniale et durant les sept ans terribles de la guerre de libération nationale. Qu'importent les forces et les faiblesses de tous ceux qui se sont jetés dans les batailles. Ce qui importe c'est que soit rendue l'Histoire à la nation. L'Algérie, c'est aujourd'hui une quinzaine de millions de jeunes qui ont besoin de valeurs, de repères et de balises pour aborder le prochain siècle, forts de leur personnalité historique ».

Vers un examen serein du passé colonial : le point de vue de Mohammed Harbi, historien algérien.

En Algérie, une mémoire officielle de la « Guerre de libération nationale » a été construite par l'État algérien afin d'asseoir la légitimité de son pouvoir. L'appropriation de l'écriture de l'Histoire par le pouvoir politique a interdit tout véritable travail historique sur le passé colonial et la guerre d'indépendance. À la fin des années 1980, la jeunesse algérienne ne se contente plus de cette histoire officielle et de ses héros, elle réclame de savoir ce qui s'est réellement passé et pourquoi un parti unique, le FLN, s'est installé à la tête de l'État. Dans les années 1990, le processus s'accélère avec le retour d'exil des chefs historiques, comme Ben Bella ou Mohammed Boudiaf, qui réapparaissent sur la scène publique.

Pour Mohammed Harbi, le temps est venu d'effectuer « un examen serein du passé colonial », de cesser « la mise sous haute surveillance de l'Histoire » et de permettre aux historiens de se libérer du discours idéologique.

On peut considérer que quatre à cinq millions de gens vivant dans la société française d'aujourd'hui sont concernés par l'histoire de la guerre d'Algérie.

Benjamin Stora

L'oubli n'est pas l'absence de mémoire : le point de vue de Benjamin Stora, historien français.

En France, comme le dit Benjamin Stora, « le traumatisme de cette défaite a entraîné une stratégie d'oubli volontaire et pervers, construit par l'État autour des lois d'amnistie qui permettaient de ne pas punir les crimes de guerre ». En réalité, l'oubli n'était pas synonyme d'absence de mémoire. Continuant à se propager de façon souterraine au sein des familles, celle-ci a fini par réapparaître sur la scène publique, dans les années 1990, suite aux terribles confessions des officiers français ayant pratiqué la torture ou à la reconnaissance de l'abandon des harkis.
Aujourd'hui, la guerre d'Algérie peut enfin sortir du silence, la jeunesse française le réclame et l'État encourage désormais l'expression de cette mémoire.

ALGÉRIE 1962-1989

1962-1963 : Ferhat Abbas, président de la République algérienne.

1963-1965 : Ahmed Ben Bella, président de la République algérienne.

Juin 1965 : putsch de Houari Boumediene qui prend le pouvoir.

1965-1978 : Houari Boumediene, président de l'Algérie.

1975 : Valéry Giscard d'Estaing est le premier président français à se rendre en Algérie depuis l'indépendance.

1979-1992 : Chadli Bendjedid, président de la République algérienne.

1989 : nouvelle Constitution qui ouvre l'Algérie au multipartisme.

ALGÉRIE 1991-1992

1991 : succès électoraux du Front islamique du Salut (FIS) dont l'objectif est de fonder une République islamique. En décembre, interruption des élections législatives après que le FIS est sorti vainqueur du 1er tour.

1992 : Mohammed Boudiaf, président du Haut Comité d'État, après que Bendjedid a démissionné.

Janvier : suspension du processus électoral.

Mars : dissolution du FIS.

Juin : assassinat du président Boudiaf.

1992-1994 : Ali Kafi président du Haut Comité d'État.

ALGÉRIE 1992-2009

1992 : début des attentats de grande ampleur à Alger.

1994-1999 : Liamine Zéroual, président de l'Algérie.

1995 : élections présidentielles. Pour la première fois depuis l'indépendance, les Algériens appelés aux urnes auront le choix entre plusieurs candidats.

1999 : Abdelaziz Bouteflika, président de la République algérienne.

Déc. 2007 : visite de Nicolas Sarkozy, président de la République française, en Algérie.

Avril 2009 : réélection d'Abdelaziz Bouteflika pour un troisième mandat, après qu'il a fait modifier la Constitution.

Aucun pays ne peut se nourrir de ressentiments sans dommages pour son humanité et sa moralité.

Mohammed Harbi

LES CLÉS DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

10 dates

14 juin 1830

Débarquement des soldats français dans la baie de Sidi Ferruch.

8 mai 1945

Fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe, révoltes de Sétif et de Guelma en Algérie.

1er novembre 1954

Vague d'attentats du FLN et début de la guerre d'Algérie.

20 août 1955

Assassinats d'Européens à Philippeville par l'ALN suivis d'une sévère répression.

Janvier-octobre 1957

Bataille d'Alger.

13 mai 1958

Manifestation qui dégénère par la prise du gouvernement général. Les Français d'Algérie se dressent contre Paris.

4 juin 1958

Discours du général de Gaulle: « Je vous ai compris. »

22-25 avril 1961

Putsch des généraux à Alger.

18 et 19 mars 1962

Signature des accords d'Évian et cessez-le-feu.

3 juillet 1962

Reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie.

10 personnages

Abbas, Ferhat (1899-1985)

Homme politique algérien qui a rejoint le FLN, il devient le premier président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) installé au Caire. En 1962, il est élu premier président de l'Assemblée constituante puis démissionne, en 1963, pour protester contre le rôle excessif que s'arroge le FLN dans l'élaboration de la future Constitution.

Abd-el-Khader (1807-1883)

Il a pris la tête de la résistance à l'occupation française avant de déposer les armes en 1847. Emprisonné en France, il finira ses jours à Damas, en Syrie.

Ben Bella, Ahmed (1916-)

Il est l'un des neuf chefs historiques de la révolution. Réfugié au Caire, il représente le FLN à l'extérieur de l'Algérie. En 1956, son avion est intercepté par l'armée française, il est arrêté et emprisonné. Libéré en 1962, Ben Bella participe à la signature des accords d'Évian. En 1963, il devient le premier président de la République d'Algérie, avant d'être renversé par le coup d'État de Boumediene.

Boumediene, Houari (1932-1978)

Il rejoint l'ALN puis s'exile au Maroc où il réunit sous son commandement l'Armée des frontières. À l'indépendance, il occupe le poste de ministre de la Défense puis, par la force des armes, renverse Ben Bella et devient président de la République algérienne de 1965 à 1978.

Camus, Albert (1913-1960)

Écrivain français né en Algérie. Si, d'un côté, il condamne les excès de la colonisation et dénonce la misère des populations musulmanes, de l'autre, il rejette la violence du FLN et va jusqu'à douter de la légitimité d'une nation algérienne qu'il estime conduite par l'Égypte et soutenue par l'URSS. Peu écouté et souvent mal compris, Camus finit par se réfugier dans le silence.

De Gaulle, Charles (1890-1970)

L'homme du 18 juin 1940 prend la tête du Gouvernement provisoire de la République française en 1944 puis se retire de la vie politique. Rappelé au pouvoir en 1958 pour trouver une issue à la crise algérienne, il incarne un immense espoir pour tous les Français d'Algérie. Si de Gaulle parle tout d'abord d'Algérie française (1958), il se dit rapidement favorable à l'autodétermination (1959), penche ensuite pour une « Algérie algérienne » (1961) puis accepte son indépendance (1962). Beaucoup de pieds-noirs et de militaires français s'estiment alors trahis et abandonnés par de Gaulle et par la France.

Massu, Jacques (1908-2002)

Général de l'armée française qui a participé à la guerre d'Indochine avant d'être envoyé en Algérie. À la tête de la 10e division parachutiste qui s'illustre par son efficacité et sa brutalité pendant la bataille d'Alger, il défend l'usage de la torture pour obtenir des renseignements et démanteler le FLN. En 1958, au moment de la crise du 13 mai, Massu prend la tête du Comité de salut public.

Messali Hadj, Ahmed (1898-1974)

L'un des pères de l'indépendance algérienne. À la tête de l'Étoile nord-africaine, il défend, dès les années 1920, l'indépendance de l'Afrique du Nord. Fondateur du MTLD puis du MNA, il prône la lutte contre le colonialisme mais oscille entre actions légales et recours à la violence. Le FLN, adversaire politique du MNA, parvient finalement à l'éliminer presque totalement.

Nasser, Gamal Abdel (1918-1970)

Fondateur et président de la République d'Égypte, il est considéré comme le chef de file du monde arabe. Figure emblématique de l'émergence du Tiers-Monde dont il défend les intérêts lors de la conférence de Bandoeng, il soutient les luttes pour l'indépendance des pays sous domination coloniale.

Salan, Raoul (1899-1984)

Général français qui a effectué l'essentiel de sa carrière militaire dans l'empire colonial. Il a été l'un des organisateurs du putsch des généraux de 1961 et a dirigé l'OAS, l'Organisation armée secrète. Condamné à la prison à perpétuité, il est amnistié puis réhabilité.

10 livres

***Azrayen*, Lax et Giroud, Dupuis, 2004 (bande dessinée, version intégrale).**

En arrière-plan d'une émouvante relation amoureuse entre une jeune Kabyle et un militaire français apparaît la réalité brutale de la guerre d'Algérie dont la population musulmane est la première victime.

***Carnets d'Orient*, Jacques Ferrandez, Casterman, 1994-2009 (bande dessinée en dix volumes).**

Des premiers pas de la colonisation jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, Jacques Ferrandez brosse un portrait juste de l'Algérie française puis de la guerre qui s'y déchaîne.

***Chroniques algériennes*, Albert Camus, Folio, 2002.**
On trouvera dans ce recueil un choix d'articles et de textes sur l'Algérie écrits par Albert Camus entre 1939 et 1958.

***La Question*, Henri Alleg, Les éditions de Minuit, 1958.**
Perçu, dès sa parution, comme un témoignage essentiel, ce récit est écrit à la manière d'un procès-verbal dénonçant les moyens inhumains dont usaient les tortionnaires pour faire parler les suspects. Ce livre a initié une prise de conscience de la population française sur la réalité de la torture.

***Feuille de route* suivi de *Simple soldat*, Jean Debernard, Actes Sud, 2006.**
Mettant en lumière l'inquiétante ambivalence de l'homme, l'omniprésence du doute et la fragilité des rapports humains, Jean Debernard nous confronte aux réactions de l'homme plongé au cœur d'une guerre qu'il n'a pas voulu faire.

***Histoire de la guerre d'Algérie*, Benjamin Stora, La Découverte, 2004.**
En une centaine de pages, Benjamin Stora brosse un récit chronologique précis qui s'articule autour des questions historiques se posant aujourd'hui sur la guerre d'Algérie afin d'en donner l'analyse la plus pertinente.

***L'Algérie: des origines à nos jours*, Jean-Jacques Jordi, Autrement, 2003. (Livre jeunesse)**
Ce livre à facettes offre des récits, établit des faits et propose quelques pistes, afin de mieux comprendre cette Algérie contemporaine qui semble échapper à toute logique historique.

***J'ai vécu la guerre d'Algérie*, Antoine d'Abbundo, Bayard, 2004. (Livre jeunesse)**
Un appelé, un moudjahid, un harki, une pied-noir, quatre parcours individuels tentent de donner réalité à la guerre d'Algérie et de présenter différents points de vue sur les enjeux humains et politiques de cet épisode tragique de l'histoire.

***La Seine était rouge*, Leila Sebbar, Thiery Magnier, 1999. (Livre jeunesse)**
Une évocation poignante de la journée du 17 octobre 1961 quand, à Paris, une manifestation pacifique de la communauté algérienne est réprimée avec une brutalité inouïe: arrestations massives, matraquages, meurtres...

***Midi pile l'Algérie*, Jean-Pierre Vittori et Jacques Ferrandez, Rue du Monde, 2001. (Livre jeunesse)**
À travers l'histoire d'une bande de gamins, témoins cachés des retrouvailles de deux grands-pères, les auteurs abordent des sujets encore sensibles aujourd'hui, apportant leur pierre au travail de mémoire

10 films

***L'Algérie des chimères*, François Luciani, 2000.**
De 1837 à la proclamation de l'Algérie française par la IIIe République, cette fiction nous invite à suivre les destinées de deux Français confrontés aux passions et aux conflits qui opposent Arabes, militaires français et premiers colons.

***Quand l'Algérie était française: 1830-1962*, Serge de Sampigny, 2006.**
La plupart des images inédites de ce documentaire proviennent de films d'amateurs en couleur qui nous plongent dans la réalité quotidienne de l'Algérie des années 1950-1960.

***La Guerre d'Algérie*, Yves Courrière, 1962.**
Ce montage d'archives est un document indispensable pour comprendre la guerre d'Algérie, ses enjeux politiques et les points de vue de tous les protagonistes.

***L'Autre 8 mai 1945: aux origines de la guerre d'Algérie*, Yasmina Adi, 2008.**
Documentaire étayé par de nombreux témoignages et images d'archives montrant l'importance des événements de Sétif et leurs conséquences.

***Avoir vingt ans dans les Aurès*, René Vautier, 1972.**
Tourné comme un film de fiction, ce document qui s'appuie sur des centaines d'interviews d'anciens combattants en Algérie dénonce l'absurdité de cette guerre.

***La Guerre sans nom*, Bertrand Tavernier, 1992.**
Ce «tête-à-tête» avec une trentaine d'appelés et de rappelés nous fait découvrir un vécu souvent douloureux, enfoui depuis plus de trente ans et raconté pour la première fois devant la caméra.

***L'Ennemi intime*, Florent Emilio Siri, 2007.**
Algérie, juin 1959, un lieutenant idéaliste, Terrien, prend le commandement d'une section de l'armée française. Il y rencontre le sergent Dougnac, un militaire désabusé.

***Le Vent des Aurès*, Mohammed Lakhdar-Hamina, 1966.**
Au fond des Aurès, dans une Algérie colonisée par la France, une mère cherche désespérément son fils raflé par l'armée française et incarcéré dans un camp. Chaque jour, elle défie les soldats français, indifférente à leurs intimidations et à leurs menaces.

***Chroniques des années de braise*, Mohammed Lakhdar-Hamina, 1975.**
Le film, dont l'histoire commence en 1939 et se termine le 1er novembre 1954, tente d'expliquer que le déclenchement de la Révolution algérienne n'est pas un accident de l'histoire mais constitue l'aboutissement d'un long combat mené par le peuple algérien depuis l'arrivée des Français en 1830.

***La Trahison*, Philippe Faucon, 2005.**
Le film retrace quelques jours de la vie d'un sous-lieutenant français qui a sous ses ordres quatre jeunes musulmans engagés aux côtés de la France.

10 chiffres

8 800 000 musulmans en 1954

944 000 Européens en 1954

18% d'enfants musulmans scolarisés dans le primaire en 1954

100% d'enfants européens scolarisés dans le primaire en 1954

40 000 combattants dans l'ALN en 1957, auxquels s'ajoutent 60 000 supplétifs (agents de liaison, de renseignements, de sabotages...)

2 millions de soldats français qui se sont relayés en Algérie entre 1954 et 1962

28 000 morts dans l'armée française dont un quart par accident

65 000 blessés dans l'armée française dont la moitié en opérations

300 000 morts, «toutes catégories confondues, mais surtout algériens» (B. Stora).

1 million de pieds-noirs ont été rapatriés.

Références des témoignages utilisés

8 - Général Azan, *Bugeaud et l'Algérie*, Paris, Le Petit Parisien, 1930.
22 - Denise Bouche, *Histoire de la colonisation*, Paris, Fayard, 1991.
23 - Albert Memmi, *Portrait du colonisé, portrait du colonisateur*, Paris, Buchet/Chastel, 1957.
27 - Germaine Tillion, *L'Algérie en 1957*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1957.
29 - Ferhat Abbas, *Le Jeune Algérien*, Paris, La Jeune Parque, 1931.
30 - Marc Reboul, *Sur le chemin du lycée (1939-1947)*, témoignage inédit.
31 - Jean-Pierre Marin, *Au forgeron de Batna*, Paris L'Harmattan, 2005.
38 - Claude Klotz, *Les Appelés*, Paris, Lattès, 1982.
42 - Raphaëlle Branche, *La Torture et l'armée: 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001.
43 - Henri Alleg, *La Question*, Paris, Les éditions de Minuit, 1958.
45 - in Patrick Rotman et Bertrand Tavernier, *La Guerre sans nom : les appelés d'Algérie 1954-1962*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.
47 - in Tom Charbit, *Les Harkis*, Paris, La Découverte, 2006.
49 - Pierre Bourgeade, *Les Serpents*, Paris, Gallimard, 1983.
49 - Noël Favrelière, *Le Désert à l'aube*, Paris, Les éditions de Minuit, 1960.
52 - Tahar Djaout, *Chercheurs d'os*, Paris, Éditions du Seuil, 1984.
53 - Jules Roy, *Mémoires barbares*, Paris, Albin Michel, 1989.
59 - in Jean-Jacques Jordi, *L'arrivée des Pieds-Noirs*, Paris, Autrement, 2008.
60 - Jean Debernard, *Feuille de route*, Paris, Actes Sud, 2006.
62 - Rachid Mimouni, *Le Fleuve détourné*, Paris, R. Laffont, 1998.
63 - Jules Roy, *Mémoires barbares*, Paris, Albin Michel, 1989.
64 - Maïssa Bey, *Pierre, sang, papier ou cendre*, Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2009.
66 - Louise Ighilahriz, *Torturée par l'armée française*, Paris, Éditions Fayard, 2001.
67 - Raphaëlle Branche, *La Torture et l'armée : 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001.
64-69 - Site internet de la Ligue des Droits de l'Homme, section de Toulon, www.ldh-toulon.net

À la veille du déclenchement de la guerre, en novembre 1954, l'Algérie aurait presque pu passer pour une province française. Mais cette idée que l'Algérie c'était la France ne pouvait faire oublier que tous les hommes n'y avaient pas les mêmes droits, qu'il y avait des colons et des colonisés...
Le vent de liberté qui souffle sur les empires coloniaux aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale n'épargne pas l'Algérie, où l'affirmation d'une identité nationale se double de la détermination de se battre jusqu'à l'indépendance. Bientôt, la révolte gronde et une guerre cruelle éclate, qui verra se dresser les uns contre les autres des hommes vivant, jusque-là, sur le même territoire.

Au-delà des événements militaires, ce livre s'attache à parler des hommes, soldats français du contingent jetés dans un conflit qui se déroule loin de chez eux, Français d'Algérie arrachés brutalement à leur terre natale, militants algériens déterminés à bâtir une nation, ou civils, premières victimes de la violence aveugle. Aujourd'hui, la question de l'Algérie coloniale et la tragique histoire de son indépendance réinvestissent le débat public et interrogent sur la façon dont s'est construite, depuis cinquante ans, la mémoire de la décolonisation.

ISBN : 2013122319552
HQ 3920PX